

La guerre de l'Ogaden

L'U.R.S.S.
ASSURÉ AUX ÉTATS-UNIS
QUE L'ARMÉE ÉTHIOPIENNE
NE PÉNÉTRERAIT PAS
EN SOMALIE

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,00 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1,50 F; Belgique, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; France, 1,60 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; U.S.A., 1,20 F.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75107 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris 24-63872
Tél. 246-72-23

La nouvelle crise libanaise

Une paix fragile

Une soudaine explosion de violence à Beyrouth vient rappeler une fois de plus combien est fragile la paix instaurée à la fin de l'année 1976, après la fin de la guerre civile. Sous le couvert d'une trêve, la situation reste tendue. Si la présence des troupes arabes, jadis considérées comme une garantie d'un cessez-le-feu, est maintenant perçue comme une menace, la situation est devenue plus complexe.

Le régime du président Sarkis, lui-même à la tête d'une armée, a été confronté à la difficulté de maintenir la paix. Le partage des pouvoirs entre les différents groupes, les chrétiens et les musulmans, est devenu de plus en plus difficile. La situation est devenue plus complexe.

La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe.

La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe.

La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe. La situation est devenue plus complexe.

La recherche d'un compromis est engagée à Beyrouth

La capitale libanaise avait retrouvé, dans la matinée du samedi 11 février, un calme relatif. Le conflit qui oppose miliciens et soldats chrétiens conservateurs aux troupes syriennes s'est calmé.

Le ministre israélien de la défense, M. Ezer Weizman, qui s'est rendu, vendredi, sur la frontière israélo-libanaise, a déclaré à des représentants de la communauté chrétienne du Sud-Liban qu'il était prêt à négocier.

De notre correspondant

Beyrouth. — Les combats entre les troupes syriennes et la Force arabe de libération (FAL) ont cessé. Les milices conservatrices chrétiennes ont déclaré à des représentants de la communauté chrétienne du Sud-Liban qu'il était prêt à négocier.

Samedi matin, on n'entendait plus dans les quartiers de Beyrouth, où s'étaient déroulés les affrontements, que quelques tirs d'armes légères, sporadiques et manifestement sans cible. La nuit a également été calme et la journée de vendredi s'est terminée sans incident.

LUCIEN GEORGE

(Lire la suite page 3.)

La lutte contre la faim

Les pays riches s'accordent pour le stockage des denrées

Sans prendre de décisions formelles, les ministres de l'agriculture de l'O.C.D.E., qui se sont réunis à Paris les 9 et 10 février, se sont accordés sur le principe d'une organisation des marchés alimentaires mondiale basée sur le stockage des denrées. C'est une étape importante dans la discussion internationale engagée depuis 1974 pour l'établissement d'un accord alimentaire mondial visant à éliminer le risque de famine. Toutefois, les pays riches ne sont pas encore disposés à faire de larges concessions aux pays du tiers-monde.

Les vingt-quatre ministres de l'agriculture de l'O.C.D.E. et de la Yougoslavie ne se sont pas réunis, les 9 et 10 février, à Paris pour négocier, mais simplement pour discuter. Aucune décision formelle n'est donc sortie de cette rencontre, qui n'en a pas moins revêtu un grand intérêt : les points de vue sur l'organisation des marchés alimentaires mondiaux des principaux producteurs, exportateurs et importateurs de produits agricoles se sont en effet rapprochés au point que le communiqué final souligne, notamment, la nécessité « de procéder avec célérité à l'établissement d'un système de stocks nationaux coordonnés sur le plan international » et la détermination des participants « de mener à bien dans les meilleurs délais les différentes négociations en cours, en particulier les négociations commerciales multilatérales et celles relatives aux céréales ».

Constitution de réserves mondiales, organisation des marchés des principaux produits, sont les éléments-clés de la sécurité alimentaire mondiale. Les accords de principe entre pays de l'O.C.D.E., s'ils n'ont rien de spectaculaires, marquent néanmoins une nouvelle étape importante vers la constitution d'un « ordre alimentaire mondial ».

Après des engagements solennels.

pris par les pays développés à l'égard du tiers-monde, lors de la conférence de Rome en novembre 1974, on a longtemps plénié. Les négociations internationales se résument à des affrontements idéologiques sans fin entre pays pauvres et pays industrialisés. On parlait alors du « food power » (le pouvoir alimentaire). Disposer de réserves de grains, pouvoir approvisionner les pays déficients, cela apparaissait comme des moyens de brider la jeune puissance des pays exportateurs de pétrole acquis après la guerre du Kippour. L'élection du président Carter a marqué un premier déboîcement : sans renoncer à défendre leur intérêt, les États-Unis ont accepté l'idée d'une certaine organisation des marchés, et les négociations sur la constitution d'un Fonds d'aide au développement agricole des pays en voie de développement ont abouti (le Monde du 15 décembre 1977).

On s'approche maintenant d'un accord sur le stockage et les échanges de céréales. Le Conseil mondial du blé doit en débattre dans quelques jours à Genève. Raison semble devoir faire loi.

ALAIN GIRAUD.

(Lire la suite page 20.)

Le meeting gaulliste de Paris

Le R.P.R. a voulu faire la preuve de son audience populaire

Le week-end devait être marqué par les meetings politiques dans la capitale et en province. Samedi, M. Marchais devait prendre la parole à Nancy, M. Mitterrand à Vichy, M. Soisson à Auxerre.

Mais c'est surtout le rassemblement organisé à Paris, porte de Pantin, par le R.P.R., qui devait retenir l'attention. M. Chirac devait y présenter les quelque quatre cents candidats de son parti aux législatives et prendre la parole en fin d'après-midi. A gauche, le débat se poursuivait sur la question des désistements. La C.F.D.T. y prend part en demandant aux formations de l'opposition de se prononcer clairement.

Quelques centaines de militants et sympathisants gaullistes étaient déjà arrivés samedi matin, à 10 heures, à la porte de Pantin, au moment où s'ouvrait le rassemblement organisé par le R.P.R. (Voir page 22.) Plusieurs dizaines de trains spéciaux et des centaines d'autocars avaient été mis en service pour les conduire sur place. Avant le déjeuner pris en commun (trente mille plateaux-repas et des restaurants mobiles avaient été prévus), la séance de matinée a été réservée aux orateurs de la province et à l'intervention de M. Michel Debré, ancien premier ministre (qui a notamment préconisé l'instauration d'un « vote familial »). En fin d'après-midi, après avoir présenté les candidats de son parti, M. Jacques Chirac devait développer les thèmes qui sont les siens depuis qu'il a été élu, en octobre dernier, à la présidence de la République. Ses tournées de départements : sévère critique de l'opposition, fidélité du R.P.R. à la majorité et exaltation du rôle du parti gaulliste au sein de cette majorité.

Par cette manifestation, les dirigeants du R.P.R. voulaient montrer que leur mouvement a su conserver son élan populaire et qu'il souhaitait rassembler une assistance plus nombreuse que celle qui, le 5 décembre 1976, avait participé à la naissance du Rassemblement pour la République (entre cinquante et soixante mille personnes s'étaient, ce jour-là, retrouvées à la porte de Pantin). L'importance des premières arrivées semblait indiquer samedi que cet objectif pourrait être atteint.

Comme ils l'ont fait au cours des derniers jours, MM. Mitterrand et Marchais poursuivent leurs échanges sur le thème des désistements à gauche. Le premier secrétaire du parti socialiste a, samedi soir, à Moulins, le bon respect de la discipline républicaine à la fin de l'union de la gauche.

Un appel de la C.F.D.T.

La place prise par les syndicats dans l'actualité politique tend à s'accroître. L'appel lancé, le 7 février à Gentiilly, par M. Séguin en faveur du parti communiste avait provoqué des critiques au sein même de la C.G.T. La C.F.D.T., pour sa part, a adressé une pressante demande aux partis de l'opposition (P.C., P.S., M.R.P. et F.S.U.) afin qu'ils maintiennent, à l'heure du scrutin, leur position de « gauche » et se prononcent clairement pour un désistement « franc et automatique » en faveur du candidat de gauche le mieux placé au premier tour.

La centrale syndicale que dirige M. Edmond Maire souligne qu'en cas de victoire de la gauche des négociations devront s'ouvrir rapidement avec le gouvernement et le patronat sur les revendications prioritaires des travailleurs.

Déjà, de la tribune du congrès de la fédération C.F.D.T. de la banque, M. Maire avait demandé aux partis de gauche, dès leur éventuelle arrivée au pouvoir, de s'engager à entamer des discussions avec les syndicats. « Les réformes », dit M. Maire, « doivent être élaborées avec ces derniers et non décidées par les seuls gouvernements ou Parlements ».

La confédération a lancé un appel en faveur du premier comme au second tour, des candidats situés « dans le cadre de l'union des forces populaires ». Mais elle refuse l'utilisation de son sigle à des fins électorales.

Dans une autre déclaration, la C.F.D.T. adresse une sévère mise en garde à la C.G.T. Les contacts en cours entre les deux centrales, a-t-il été dit, ne doivent pas être interprétés comme une « convergence » ni à un « constat de convergences ». Faisant état des liens entre le P.C. et la C.G.T., les déclarations commentent la position entretenue dans la C.G.T. entre les fonctions syndicales et politiques et juge contraire à l'autonomie syndicale la position prise à Gentiilly par M. Séguin.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(Lire la suite page 17.)

Libertés nouvelles

I. — CHANGER LA VIE PUBLIQUE

par ROGER-GÉRARD
SCHWARTZENBERG (*)

un spectacle et une parodie de guerre civile.

La vie publique est devenue le sanctuaire d'une caste. Le chantage de véritables « professionnels », cumulant portefeuilles, sièges et mandats.

Casser le système

Au sommet de ce « métier », il n'est pas rare d'être à la fois maire, président de conseil général, président de conseil régional, administrateur de plusieurs établissements publics, député ou sénateur, voire membre du Parlement européen.

Certains de ces Maîtres Jacques, de ces hommes-orchestres peuvent être des virtuoses. Mais beaucoup connaissent l'impulsion des radicaux de gauche.

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

Changer la vie, c'est d'abord changer la vie publique. Pour quelle cause ?

éditions sociales

VIVRE MIEUX, VIVRE LIBRE !

Programme commun à dossiers ouverts

Programme commun de gouvernement actualisé

AU JOUR LE JOUR

GRIPPE RUSSE

Tous les hivers, l'Europe a la grippe : d'origine tantôt espagnole, tantôt asiatique, le virus terrasse la moitié du continent.

Cette année, le mal nous vient, paraît-il, de Russie. Après tout, pourquoi pas ? La presse à sensation a évidemment saisi l'occasion pour présenter ce « virus russe » comme une menace aussi terrifiante pour l'humanité que le fameux Bolchevisme au couteau entre les dents. Voilà qui n'a pas plu du tout au ministre est-allemand de la santé. « Lorsque la grippe de Hongkong s'est abattue sur la R.F.A., vient-il de déclarer, elle nous venait d'Allemagne fédérale : nous n'en avons pas profité pour calomnier ce pays. » Quant au virus actuel, a-t-il ajouté, « il n'a rien de russe, il s'est d'abord manifesté en Chine. Nous voici rassurés ».

MANUEL LUCBERT.

JULES ROMAINS A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Une synthèse unanimiste

Jules Romains serait-il seulement le père de Knock, comédie toujours et partout reprise, et qui sert de « locomotive » à deux ou trois autres pièces ? Ou l'auteur des Copains, dont continue à se répandre la gent estudiantine friande de canulars ? La génération qui avait communiqué avec le poète de la Vie unanime, compte peu de survivants. Celle qui, plus tard, s'est passionnée pour les hommes de bonne volonté se repaît sur ses souvenirs. Il était temps qu'une vaste exposition résume, à la galerie Mansart, une activité créatrice étirée sur plus de soixante-dix ans, pour que justice fût rendue à un écrivain trop fécond peut-être, et dont le renom a souffert d'être un peu en porte-à-faux entre l'élite et le grand public, et pour que fût signalée, et soulignée, pour l'histoire littéraire, l'importance du don fait par Jules Romains à la Bibliothèque nationale.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(Lire la suite page 17.)

مكتبة المتحف

Le Monde

étranger

LES CONFLITS EN AFRIQUE

LA GUERRE DE L'OGADEN

Washington a reçu l'assurance de Moscou que la contre-offensive éthiopienne s'arrêterait à la frontière somalienne

De notre correspondant

Tandis que les forces armées éthiopiennes poursuivaient leur offensive dans l'Ogaden, l'Éthiopie a lancé, vendredi 10 février, dans un communiqué publié par son ambassade à Rome, un nouvel appel à la reddition aux « soldats somaliens » et « tendu la main de l'amitié aux masses opprimées de Somalie ».

À Washington, le même jour, M. Cyrus Vance, secrétaire d'État américain, a déclaré qu'il avait reçu de l'Union soviétique l'assurance que les troupes éthiopiennes ne pénétreraient pas en territoire somalien.

Washington. — Les États-Unis, en accord avec d'autres pays occidentaux, sont prêts à livrer des

armes à Mogadiscio si la contre-offensive éthiopienne s'arrête, en cours en Ogaden se transforme en agression contre la Somalie. Tel est le « message » que M. Vance, secrétaire d'État américain, a transmis à l'Union soviétique et à Cuba au cours d'une conférence de presse, vendredi 10 février. Le chef de la diplomatie américaine a précisé aussi qu'il avait reçu de Moscou l'assurance que les troupes éthiopiennes et leurs alliés — parmi lesquels les États-Unis chiffrent à deux mille le nombre des soldats cubains combattants et à mille celui des conseillers soviétiques — ne franchiraient pas la frontière somalienne. Il « espère » que cette promesse sera tenue.

Washington maintient son refus de livrer des armes à Mogadiscio

tant que les opérations ne seront pas terminées en Ogaden. M. Vance a demandé à la fois à la Somalie de rapatrier ses troupes et à l'Union soviétique et à Cuba de rappeler leurs militaires d'Éthiopie.

L'avertissement de M. Vance ne signifie donc pas en principe un changement d'attitude, mais il n'en a pas moins été jugé nécessaire à la lumière de déclarations des dirigeants d'Addis-Abeba voulant à l'évidence « le régime réactionnaire » de M. Siyad Barre ou annonçant que l'Éthiopie était libre de prendre des mesures « défensives » contre l'agression éthiopienne. On redoute ici que les violents combats en cours ou à venir ne débordent sur les territoires voisins et mettent encore plus en cause l'équilibre de toute la région.

En même temps, le gouvernement américain semble avoir suivi les conseils de certains de ses alliés, en demandant une sorte de « globalisation » du problème, autrement dit une mise en garde à l'Union soviétique à propos d'autres problèmes de la coopération Est-Ouest. Il n'est pas question de « punir » l'U.R.S.S. en freinant les négociations sur les armements stratégiques — celles-ci sont déjà suffisamment difficiles — mais Washington entend

mettre en sommeil les discussions sur l'Océan Indien, qui se poursuivent depuis bientôt un an entre les deux superpuissances, et dont la quatrième session se tient actuellement à Berna. Faisant allusion à l'engagement soviétique en Éthiopie, M. Vance a dit : « Ce qui se produit là-bas n'est pas compatible avec une réduction des forces dans l'Océan Indien ».

Cette allusion est d'autant plus significative que ces entretiens évoluent favorablement dans leur dernière phase. Les Soviétiques ayant perdu leur base de Berbera, en Somalie, alors que les États-Unis conservent la leur à Diego-Garcia, s'étaient montrés plus réceptifs à la première proposition américaine visant à une délimitation de la région. Il est vrai qu'au même moment Washington faisait un pas en arrière en demandant seulement une « limitation partielle » des armements. Le renforcement de la présence militaire soviétique en Éthiopie a encore modifié la situation.

Asses bien, la négociation ne pouvait qu'être mise entre parenthèses, tant que les résultats du grand pari soviétique à Addis-Abeba ne seront pas connus. On confirme du côté américain que la probabilité de conclure un accord vers le milieu de 1978, comme on le laissait entendre il y a quelques semaines, est considérablement diminuée aujourd'hui.

MICHEL TATU.

N'Djamena accuse la Libye d'être intervenue militairement aux côtés du FROLINAT à Faya-Largeau

Tandis que M. Mahfoud, ambassadeur de Libye quittait vendredi 10 février N'Djamena, conséquence de la décision libyenne de suspendre, à partir du 6 février, ses relations avec Tripoli (le Monde du 7 février), le gouvernement du Tchad a renouvelé ses accusations contre les dirigeants libyens.

Le président Félix Malloum, chef de l'État tchadien, a accusé la Libye d'avoir fait intervenir ses « forces armées auxiliaires d'éléments étrangers » dans les combats qui ont opposé les troupes tchadiennes et le FROLINAT dans la région de Faya-Largeau, au nord du Tchad (le Monde du 2 février). Dans un télégramme en date du 8 février adressé aux Nations unies pour demander la convocation du Conseil de sécurité, le président Malloum ajoute que Tripoli n'a jamais fourni de dossier à l'Organisation de l'unité africaine pour « justifier ses prétentions sur Aouzou », région que les forces libyennes occupent depuis quatre ans.

Le chef de l'État tchadien a également accusé Tripoli d'aider les rebelles tchadiens en leur permettant d'utiliser la radio libyenne. Un envoyé spécial du gouvernement algérien, M. Moustapha Ben Amar, est arrivé vendredi à N'Djamena. Il devait remettre un message du président Boumedienne au général Malloum. Les observateurs n'excluent pas que le message du chef de l'État algérien puisse avoir trait au sort des exilés politiques tchadiens vivant en Algérie qui, aux termes

du décret d'amnistie, ont jusqu'au 5 avril prochain pour regagner le Tchad.

À Tripoli, M. Abdelkader Triki, ministre libyen des affaires étrangères, a examiné, vendredi, avec M. Jean-Pierre Cabonut, ambassadeur de France en Libye, « les efforts communs » entrepris par les deux pays « en vue d'élider le gouvernement tchadien à résoudre ses problèmes intérieurs ». Le chef de la diplomatie libyenne a, par ailleurs, examiné avec l'ambassadeur les « moyens de renforcer » les relations entre les deux pays.

À Lagos, le Père Hourdy, dominicain, oncle de l'otage français Christian Masse, mandaté par la Croix-Rouge française, effectuait une mission auprès de la Croix-Rouge nigérienne. Le caractère familial et religieux de cette mission a été souligné par le Père Hourdy qui s'est déclaré prêt à rencontrer la hiérarchie religieuse nigérienne tant chrétienne que musulmane.

À Paris, enfin, dans les milieux autorisés, on conçoit l'espoir que la libération de M. Masse et Kümmerling, dont c'est le commandement de la III^e armée du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) revendique l'enlèvement, interviendra par le biais des organisations humanitaires et grâce aux pressions qu'exerceront sur les rebelles tchadiens les gouvernements africains, parmi lesquels le gouvernement nigérien, dont la capitale a servi de base aux rebelles pour la transmission de toutes les informations concernant cette affaire.

Namibie

Les négociations sur l'indépendance qui s'ouvrent à New-York s'annoncent difficiles

De notre correspondante

Johannesburg. — Pour tenter d'assurer de façon pacifique l'accession de la Namibie (Sud-Ouest africain) à l'indépendance, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha, et le président de la S.W.A.P. (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain), Mouvement nationaliste qui mène une guérilla à partir de l'Angola, M. Sam Nujoma, vont rencontrer, dans des conversations « séparées » qui s'ouvrent à New-York ce samedi 11 février.

Les Occidentaux caressent l'espoir d'amener les antagonistes à une même table, mais des obstacles considérables restent à franchir.

Le premier concerne la présence des troupes sud-africaines. Alors que Pretoria accepterait de réduire à quatre mille le nombre de ses hommes dans l'ancienne colonie allemande, la S.W.A.P. continue de réclamer le « départ intégral des troupes d'occupation ». Les cinq propositions, dans leur plan, présenté il y a quelques jours, tant au gouvernement sud-africain qu'au Mouvement nationaliste et aux autres parties intéressées, une force réduite à mille cinq cents hommes et cantonnée dans deux bases.

Trois mille à quatre mille soldats des Nations unies seraient chargés de veiller au cesse-le-feu des deux côtés de la frontière. Jusqu'à présent, le gouvernement sud-africain n'est montré médiant envers les forces de l'ONU, et réponde à ce que l'Organisation mondiale, qui ne reconnaît que la S.W.A.P. comme représentant du peuple namibien, organise les élections à une Assemblée constituante, ce qu'exige précisément la S.W.A.P. Cette dernière, qui ne réclame plus la remise pure et simple du pouvoir par Pretoria.

aux Nations unies, refuse que l'Organisation mondiale n'ait qu'un rôle d'observateur.

Dans leur plan, les pays occidentaux demanderaient également que soient dissoutes avant les élections toutes les unités militaires « ethniques » que les 1500 soldats sud-africains quittent le territoire immédiatement après la formation de l'Assemblée constituante. Or, à plusieurs reprises, et dernièrement lors de l'ouverture de la session parlementaire au Cap, le président de la République et le premier ministre ont réaffirmé que l'armée sud-africaine ne quitterait le sol de la Namibie que lorsque le gouvernement qui y sera formé le lui aura demandé.

Tous ces points seront à présent discutés à New-York, sans compter le problème de l'échange des prisonniers. Pretoria entend négocier la libération des nationalistes namibiens contre celles des dissidents de la S.W.A.P. détenus en Zambie et en Tanzanie.

Un échec à New-York placerait les cinq, à l'ONU, devant de nouvelles demandes de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud qu'ils réprochent à prendre. Quel qu'il en soit, les sommets prochains leur plan au vote du Conseil de sécurité. Quant au gouvernement sud-africain, il a déjà fait savoir que, en cas d'échec, il traiterait de l'avant dans le cadre de la « recherche d'une solution intérieure », en organisant des élections sans la S.W.A.P.

L'alliance démocratique dite de la « Turnhalle », formée autour de M. Dirk Mudge, ancien président de la conférence constitutionnelle organisée sous ce nom à Windhoek par le gouvernement sud-africain, et rassemblant les anciens membres métis, noirs et blancs (à l'exclusion du parti nationaliste) de cette conférence, incite Pretoria à fixer le plus rapidement possible une date pour les élections. Elle voit, à juste titre, que ses chances seraient faibles dans un scrutin libre auquel participerait la S.W.A.P. se satisfait d'une « solution intérieure ». Ses représentants n'hésitent pas à dire que dans ce cas elle obtiendrait à terme la reconnaissance des pays occidentaux qui possèdent d'importantes intérêts dans ce territoire, riche notamment en uranium.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

● Dix-huit partisans nationalistes de Namibie ont été tués par les troupes sud-africaines, jeudi 9 février, au cours d'une opération de « poursuite à chaud » dans le Sud angolais, a annoncé, vendredi 10 février, à Windhoek, le général Jan Geldenhuys, commandant des forces sud-africaines en Namibie. — (A.F.P.)

Angola

● UN FORT CONFLIT DE MERCENAIRES « AFRICAINS » combat actuellement aux côtés de « vingt-cinq mille Cubains qui soutiennent le régime de Luanda », déclare l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), dans un communiqué rendu, vendredi 10 février, à la presse. L'UNITA dénonce l'intervention de ces « mercenaires » — qu'elle assure être « d'origine nigérienne » — et réaffirme que « le peuple angolais est déterminé à conquérir sa liberté et sa dignité par la lutte armée ». — (A.F.P.)

La nouvelle crise libanaise

(Suite de la première page.)

Il semblait, ce samedi matin, qu'un état de paix se soit établi entre les deux camps, mais les combats ont repris.

Cette relative détente sur le terrain a été accompagnée d'un net assouplissement dans les positions des deux protagonistes, le Front libanais conservateur chrétien et le gouvernement de Damas. Le Front libanais, après avoir entendu le compte rendu d'un de ses membres, M. Soliman Franjié, qui s'était rendu à Damas, en mission d'apaisement, en compagnie du ministre des affaires étrangères, M. Fouad Boutros, a publié vendredi après-midi un communiqué au ton conciliant. Il reconnaît le principe d'une commission mixte libano-syrienne d'enquête, lance un appel au sang-froid et réaffirme sa confiance envers le président Assad et le chef du parti libanais, M. Sarkis.

Peu après, la FAD publiait à son tour un communiqué insistait sur la souveraineté libanaise, puis qu'elle y souligne, dès le premier point, que « les deux parties (c'est-à-dire la FAD et l'armée libanaise) sont soumises à la même légalité qui est la légalité libanaise ». Cela était destiné à apaiser les sentiments nationalistes des Libanais chrétiens ex-cébrés à l'idée que la Syrie prétendait entrer dans les casernes de leur armée pour arrêter des officiers. Cependant la FAD a annoncé la formation d'une commission d'enquête mixte libano-syrienne, et réaffirmé sa détermination de s'opposer par tous les moyens à toute personne qui entraverait le processus de la paix dans le pays.

Les propos très durs envers l'armée libanaise qui avaient été attribués au président Assad ont été démentis par six députés, membres d'une délégation parlementaire libanaise, devant lesquels le président syrien était censé les avoir tenus. Ce démenti allait dans le sens de l'apaisement. Mais le journal *al-Safir*, qui avait publié ces propos, vendredi, revient samedi à la charge en confirmant leur authenticité. Le président Assad aurait notamment dit que « l'armée libanaise est une rampe de lancement pour la mise en œuvre de plans ne pouvant être considérés comme une armée nationale », et il aurait marqué sa détermination d'aller jusqu'au bout de l'opération engagée en disant : « La

FAD étant actuellement l'armée de la légalité au Liban (...), elle est à même de contrôler la situation quel que soit son degré de dégradation, et elle le fera ». Renseignements pris à bonne source, le chef de l'État syrien aurait en fait plutôt parlé de la « désorganisation de l'armée libanaise ».

Quoi qu'il en soit, après avoir adopté une attitude dure sur le terrain et dans ses visages, le gouvernement de Damas semble vouloir donner des garanties à la droite chrétienne à propos de la souveraineté libanaise, en échange du renouvellement par la FAD de sa confiance à l'égard du président Assad. Cela constituerait en quelque sorte de la part des conservateurs chrétiens, une confirmation de leur acceptation de la présence militaire syrienne au Liban. Tous ces développements permettraient au ministre libanais des affaires étrangères, M. Boutros, d'annoncer, au cours de la recherche d'une solution de la crise, de se montrer confiant, vendredi soir, au vu des résultats obtenus.

LUCIEN GEORGE.

CORRESPONDANCE

Les méfaits du bakchich

À la suite de l'article de notre correspondant au Caire (le Monde du 28 décembre), M. Fossat nous adresse les observations suivantes sur la pratique du bakchich. Le bakchich n'est pas un impôt perçu par le pauvre ; il est à la rigueur un moyen pour des petits ou moyens fonctionnaires ou des employés d'améliorer leurs revenus ; ils ne l'exigent pas des riches ou des puissants ; ce serait trop risqué. Le bakchich est prélevé sur la moyenne bourgeoisie, les salariés et, d'une manière générale, les gens démunis. Les plus pauvres, c'est-à-dire la grande masse de la population rurale, les démunis et les chômeurs, les petits salariés des villes, n'ont pas la possibilité de prélever un bakchich, si petit soit-il, ils ne détiennent pas la moindre parcelle d'autorité qui leur permettrait. En définitive, ce sont les plus pauvres qui supportent les conséquences de cette pratique qu'est la corruption généralisée dans beaucoup de pays en voie de développement.

PROCHE-ORIENT

AVANT SA VENUE A PARIS

Le président Sadate rencontre à Salzbourg le chef de l'opposition travailliste israélienne

Après une visite en Roumanie et un bref séjour en Autriche, le président Sadate était attendu à Paris dans l'après-midi du dimanche 12 février. Il devait être le soir même l'hôte à dîner de M. Ciscard d'Estaing, à l'Élysée. Au cours de cette conférence de presse, lundi, avant de quitter la capitale française.

À Washington, le président Carter a confirmé, vendredi, qu'il allait mettre au point, au cours du week-end, pour le soumettre au Congrès, un projet de livraison d'armes américaines au Proche-Orient. Il n'a cependant pas précisé s'il envisageait la fourniture d'avions, notamment des F-5 E, à l'Égypte, comme il lui a demandé le président Sadate.

De notre correspondante

Vienne. — À l'initiative du chancelier Kreisky, le président Sadate devait rencontrer, samedi 11 février à Salzbourg, M. Shimon Peres, chef du parti travailliste israélien. Cette entrevue, qui paraît avoir été décidée au dernier moment, a été annoncée dans la soirée de vendredi par le chancelier autrichien.

M. Kreisky a, d'autre part, renouvelé les critiques qu'il avait récemment exprimées à propos de l'attitude actuelle du gouvernement israélien. Dans un entretien avec le journal suisse *Handelszeitung*, le chancelier avait reproché à M. Begin de ne pas vouloir se rendre compte que « sans sacrifices de la part d'Israël, il n'était pas possible d'arriver à une solution ». L'initiative de paix de M. Sadate, avait-il poursuivi, « est faite le plus hardi et le plus sincère » qu'il ait jamais vu dans sa vie. Les Israéliens devraient se rendre compte, a déclaré M. Kreisky, vendredi à Vienne, que des négociations avec M. Sadate « n'ont un sens que si celui-ci se présente comme un partenaire fort. Or il serait faible s'il se laissait entraîner à accepter les exigences posées par le parti travailliste. Israël ne l'a pas encore compris, mais lorsqu'il le comprendra il pourra être trop tard ».

À l'occasion de sa visite à Salzbourg, le président Sadate devait rencontrer le chancelier de ses entretiens avec le président Carter. M. Kreisky, de son côté, devait lui rapporter le point de vue israélien sur la question du Proche-Orient, tel qu'il lui a été présenté ces derniers jours à Moscou par M. Brejnev. Le chancelier estime que l'U.R.S.S. évite actuellement de jeter l'huile sur le feu.

Les contacts israélo-égyptiens vont d'autre part continuer dimanche à Vienne par une rencontre de la délégation du parti travailliste israélien venue participer à la réunion de l'Internationale socialiste et des représentants de l'Union socialiste arabe égyptienne, conduite par son secrétaire général, M. Fouad Mohieddine. Ces derniers n'étant pas membres de l'Internationale socialiste n'assisteront pas aux travaux de la réunion de dimanche, mais leur présence dans la capitale autrichienne n'est certainement pas fortuite. Les conversations entre ces deux délégations doivent se dérouler à la faveur d'un dîner organisé par M. Kreisky à son domicile personnel.

Vendredi, le chancelier s'est déjà entretenu avec les représentants de l'Union socialiste arabe égyptienne. La réunion de l'Internationale socialiste fait suite aux trois missions menées par M. Kreisky dans les pays arabes et Israël entre 1974 et 1976. Le parti socialiste français est représenté par M. Robert Pontillon.

ANITA RIND.

le numéro 2 de la mensuelle
des femmes en mouvements
est paru.
en vente dans tous les kiosques et les libraires 6F

DIPLOMATIE

Après l'entretien télévisé de M. Giscard d'Estaing

La presse algérienne publie sans les commentaires de larges extraits des déclarations du chef de l'Etat

Alger (A.F.P.). — Les journaux algériens publient ce samedi 11 février en bonne place, mais sans commentaires, de larges extraits des déclarations faites par M. Giscard d'Estaing sur les relations franco-algériennes. Le quotidien *Al Chadid* publie en première page les déclarations du président français. Les journaux algériens font également état du souhait, exprimé le même jour par M. Jacques Chirac, président du R.P.F., de voir les relations franco-algériennes s'améliorer.

L'agence de presse officielle Algérie-Presse service avait commenté vendredi les propos de M. Giscard d'Estaing. Voici ce commentaire que nous avons publié dans nos dernières éditions datées du 11 février : « En dehors de la persistance de nettes différences de points de vue sur l'engagement de la France en Afrique — idée qui ressort de cet entretien — les observations ont du moins noté dans certaines phrases du chef de l'Etat relatives aux rapports franco-algériens une différence de ton, surtout par comparaison avec les propos du 14 décembre dernier, qui avaient accusé continuellement d'écouter

M. Mitterrand : l'action contredit souvent la proposition

M. François Mitterrand a répondu, vendredi 10 février à Montpellier, à l'entretien de M. Giscard d'Estaing. Il a affirmé : « L'action contredit souvent la proposition. Je suis heureux d'entendre le président de la République dire qu'il ne faut pas attendre la fin de la guerre pour commencer à négocier, mais depuis trois ans et demi qu'il est possible d'engager toutes les forces morales de la France, il faut l'approuver, mais je n'ai pas entendu de propositions pour que cessent les ventes d'armes, désordonnées et massives ; je n'ai pas entendu développer un plan réel sur la dissuasion nucléaire. Si l'une des ressources principales de la France continue à être la vente d'armes, un jour la bombe atomique tombera aux mains de quelqu'un. Le gouvernement français s'est rendu coupable en refusant de se rendre aux conférences où l'on discutait de la non-prolifération des armes nucléaires. »

« Qu'est donc devenue la conférence Nord-Sud dont on nous parlait tant les autres années ? Elle est tombée en désuétude ou en jachère. »

La dissuasion nucléaire,

Le mystère de la dissuasion

La dissuasion s'entoure d'un certain mystère, a dit, en substance, le chef de l'Etat, dans son entretien télévisé du 9 février.

Cette conception est un retour aux sources. Ses prédecesseurs à l'Elysée étaient encore moins d'Etat des puissances nucléaires, que ne l'a été M. Giscard d'Estaing depuis son élection à la présidence. Le général de Gaulle et Georges Pompidou s'en étaient tenus à des généralités. Et il est de fait que les chefs d'Etat des puissances nucléaires, même ceux des Etats-Unis, exposent rarement sur la dissuasion les directives qu'ils donnent sur ce point précis, à leurs subordonnés.

En France, l'expression publique de la doctrine nucléaire a dû toujours tenir compte du fait suivant : le caractère essentiellement défensif de la dissuasion s'accorde mal d'une définition des intérêts nationaux qui se limiteraient aux seules frontières géographiques de l'Hexagone, mais la dissuasion requiert avant tout — outre des moyens opérationnels — l'assentiment des citoyens et la détermination politique de l'homme d'Etat qui a en charge la sécurité du territoire.

M. Michel Debret ne disait-il pas, lui-même, en 1972, que la

dissuasion serait renforcée si l'adversaire potentiel avait du mal à apprécier le moment où la France estimerait menacés ses intérêts vitaux ?

Donc, la dissuasion de la dissuasion est nourrie d'une relative incertitude. Mais elle ne peut pas se satisfaire du flou ou de l'ambiguïté, voire des contradictions. En 1976 et en 1977, il faut bien l'admettre, les propos publics du chef de l'Etat, du premier ministre, du ministre de la défense et du chef d'état-major des armées n'étaient pas au diapason. Les nuances, loi ou la, ont longtemps été telles qu'on a pu se demander s'il existait un consensus gouvernemental sur ce thème et si la dissuasion n'était pas, dès lors, perdue de sa crédibilité au plus haut niveau de l'Etat.

Car les états-majors ont besoin de consignes fermes et d'une doctrine d'emploi précise, si l'opinion publique, en revanche, doit se contenter de l'imprévisible. Mais il ne peut y avoir de responsabilité dans la gestion de l'imprévisible.

JACQUES ISNARD.

URUGUAY

Le 6 février ont commencé à Genève les sessions annuelles de la Commission des Droits humains des Nations Unies, dont les débats se prolongeront jusqu'au 10 mars.

Cette Commission est composée de trente-deux membres, parmi lesquels la France et l'Uruguay.

Dans son ordre du jour, elle devra se pencher sur les violations manifestes, graves et systématiques des droits humains dont le gouvernement uruguayen est responsable, et que plusieurs organismes internationaux ont déjà condamnés.

Des centaines de citoyens français, au nombre desquels figurent des personnalités des milieux politiques, juridiques, politiques et religieux et diverses organisations démocratiques, ont fait des démarches auprès de la Commission des Droits humains du Ministère des Affaires étrangères de France et de l'ambassade d'Uruguay à Paris, afin de dénoncer cette situation de répression, et ont lancé un appel à adopter une position de principe pour la défense des droits humains.

Les organisations de soutien au peuple uruguayen, qui sont simplement des intermédiaires dans ces démarches, remercient le peuple français pour cette nouvelle démonstration de sa solidarité : elles déclarent que leur appel a été entendu par le gouvernement qui le représente et par tous les gouvernements membres de la Commission qui aiment la liberté et respectent les droits humains.

Comité de Défense des Prisonniers politiques en Uruguay
Comité de Défense des Prisonniers politiques en Uruguay
Comité de Défense des Prisonniers politiques en Uruguay
Centre des rencontres : 61, rue du Théâtre, 75015 Paris.

AMÉRIQUES

Nicaragua

LE TÉMOIGNAGE DE DEUX COOPÉRANTS FRANÇAIS

Un pays pillé par une famille richissime

Deux Français, coopérants agricoles au Nicaragua, de septembre 1976 à décembre 1977, MM. Florent Maraux et Marc d'Angéjan, nous ont fait parvenir leur témoignage à propos de ce pays où de larges secteurs de l'opinion sont engagés depuis environ un mois dans une épreuve de force contre le clan Somoza, au pouvoir depuis 1934.

Parmi tous les troubles qu'a connus le pays, le dernier en date et sans doute le plus traumatisant fut le tremblement de terre de 1972 : vingt-cinq mille victimes, des milliers d'orphelins et de sans-abris, une capitale entièrement détruite, tel fut le bilan des trois secousses qui ébranlèrent Managua la veille de Noël. Mais, plus tragique encore que le tremblement lui-même, fut la réaction des autorités militaires : la garde nationale organisa un véritable pillage. Achevant les mourants, les soldats étaient les maîtres, une télévision sous un bras, une mitrailleuse dans l'autre. Pendant quelques jours, l'homme était devenu un animal.

Personne ne sait où sont passés les quelque 800 millions de dollars d'aide internationale, mais on se doute que les caisses de la famille Somoza ne sont pas restées vides. En effet, cinq ans après le désastre, Managua demeure une ville fantôme, la seule capitale sans trois millions d'habitants, les ruines des herbes desquelles dépassent par là quelques ruines, refuges provisoires de milliers de personnes déshéritées.

Le plan de reconstruction n'a jamais vu le jour et toutes les tentatives d'« ébaucher un ont été étouffées par le président Somoza, qui avait trouvé dans la catastrophe un moyen de plus pour s'enrichir : dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre, la famille a racheté à bas prix tous les terrains périphériques de la capitale et les a re-

vendus au prix fort quelques mois plus tard au Banco de Vivenda, récemment créé et alimenté par les subventions internationales. Les entreprises comme les particuliers doivent racheter du terrain dans la « banlieue » qui forme une couronne autour du terrain vague central.

Les quartiers nouveaux sont bien délimités : Las Colinas offre un spectacle de luxe et de raffinement et cotoie des zones de maisons individuelles préfabriquées, témoins du développement récent d'une petite bourgeoisie de fonctionnaires ; de grandes zones commerciales à l'américaine ajoutent encore à la bazarisation de la ville, mais tout cela n'arrive pas à cacher les bidonvilles qui se développent comme des champignons. Trois cent mille à quatre cent mille personnes s'y entassent : 85 % de la population ne dispose pas de services collectifs de base tels que l'eau, l'électricité, le tout-à-égout. La mortalité infantile engendrée par la malnutrition s'élève à 130 pour mille ; un cas de mort sur trois provient de maladies bénignes pour lesquelles il n'y a pas de médicaments.

Le gouvernement s'enorgueillit du spectaculaire développement de l'agriculture des vingt dernières années, notamment du coton, destiné à l'exportation. Quand, partant de Managua, on se dirige vers El Salvador, on peut voir les immenses parcelles de coton traitées par avion, labourées suivant les courbes du terrain par d'énormes tracteurs. Une grande hacienda est dotée d'un potentiel technique impressionnant : un patron n'hésite pas à envoyer son chef de culture à un séminaire qui se tiendrait à Tokyo sur la reproduction de la Mosca Blanca, l'un des nombreux insectes qui font baisser le rendement de la culture.

Bref, un niveau technique qu'on ne trouverait pas en France coexistait avec une utilisation de main-d'œuvre

pendant la récolte qui mobilise le pays tout entier. Managua se vide, les enfants désertent l'école, les publicités redoublent (c'est le seul moment de l'année où même les pauvres ont quelque argent à dépenser). Les équipes de ramasseurs sont encadrées par des soldats armés jusqu'aux dents, qui règlent au pistolet les incessants conflits.

Un Français installé depuis vingt ans dans la région nous confiait qu'on lui avait déjà liquidé cinq chefs de culture. Quant à lui, pour sa sécurité, il ne se déplace qu'en avion. « J'y passerai un jour, moi aussi, mais ils hésiteront avant : il y a quelques années, ils ont tué mon voisin et la garde nationale a débarqué dans le village : vingt-cinq morts », explique-t-il.

Le développement du coton a été obtenu, comme celui du café il y a un siècle, par l'expropriation massive et violente des communautés indigènes. Les petits cultivateurs de maïs, haricots, riz, vivant en auto-subsistance sur des terres peu fertiles, ont été chassés par la garde nationale et se sont convertis en un lumpen-proletariat toujours à la recherche de travail salarié (...).

Dans le nord du pays, la situation est totalement sous contrôle militaire. La présence d'un Front de guérilla permet de justifier le maintien de toute la population paysanne dans un climat de terreur. Si un colonel a l'envie de « offrir une hacienda », il déclare tous les paysans collaborateurs du Front Sandinista de libération (1), en assassine quelques-uns, ordonne l'évacuation de la zone et n'a plus qu'à poser des fils de fer barbelés pour devenir propriétaire.

(1) Maquisards d'extrême gauche qui doivent leur nom au général Augusto C. Sandino, leader de 1927 à 1933, de la résistance populaire aux troupes d'occupation américaines.

Canada

L'affaire d'espionnage soviétique

M. TRUDEAU : les relations avec Moscou seront « plus difficiles »

L'agence Tass a qualifié vendredi 10 février d'« action inamical sans fondement et d'entreprise à des fins manifestement provocatrices » l'expulsion de treize Soviétiques accusés d'espionnage (le Monde du 11 février).

M. Trudeau, premier ministre fédéral canadien, a déclaré le même jour : « Je ne considère en aucune manière qu'il s'agit de la fin de nos relations » (avec l'Union soviétique), en reconnaissant toutefois que celles-ci seront « plus difficiles ».

M. Trudeau a ironisé sur les commentaires selon lesquels cette affaire arrive à point en amorce électorale pour redorer le blason de la gendarmerie royale canadienne éblouissante par plusieurs scandales récents. « Peut-être les Soviétiques essaient-ils d'aider le gouvernement canadien ou la gendarmerie royale », a-t-il déclaré. — (A.F.P., Reuters)

Un ancien vice-président de l'Union nationale des étudiants brésiliens (UNEB) a été arrêté à Paris le 24 janvier. Il s'agit de M. José Renato Rabelo, qui avait été condamné par contumace, le 29 juin 1977, à cinq ans de détention par un tribunal militaire de São Paulo, qui jugeait le cas de plusieurs personnes accusées d'être membres du P.C. brésilien (pro-chinois). M. Rabelo, qui est inculpé pour avoir été trouvé en possession d'un faux passeport, est actuellement détenu à la Santé, à Paris. Le juge Cochet a été saisi du dossier. La Cimade (service d'entraide), la section française d'Amnesty International, le Comité Brésil pour l'Amnistie, le Comité de solidarité France-Brésil, la Commission Justice et Paix et l'Association France-Amérique latine ont publié un communiqué demandant la mise en liberté de M. Rabelo.

ASIE

Vietnam

Le sort de M' Tran Van Tuyen

La publication dans le Monde du 4 février d'un encadré concernant le sort réservé au Vietnam à M' Tran Van Tuyen a provoqué deux réactions : celle de M. Nguyen N. Giau, secrétaire général adjoint de l'Union générale des Vietnamiens en France (16, rue du Petit-Musc, 75004 Paris), et de M. Pham Ngoc Toi, beau-frère de l'avocat, qui vit en France.

M. Nguyen N. Giau écrit notamment : « Permettez-moi de soumettre à vos lecteurs quelques éléments d'information de réflexion : (1) Selon un document publié par le Congrès américain en 1977 (1), M. Tuyen a commencé sa carrière en 1945 comme mandarin sous le régime colonial français et japonais. En 1950, alors que Nguyen Van Thieu n'était qu'un officier subalterne, M. Tran Van Tuyen était déjà ministre de l'Information de Bao Dai. Comme l'a rappelé le Doyenné, il était vice-premier ministre du cabinet Quat en 1965, au moment où les marines américains avaient débarqué au Sud, et les avions américains commencent leur déversement de bombes sur le nord de notre pays. »

(2) Si à la fin du règne de Thieu, M. Tuyen a fait partie officiellement de l'opposition parlementaire, il faut ajouter qu'il continuait de professer ses idées à l'Institut supérieur de la défense nationale (Hoc Vien Cao Dang Quoc Phong) à côté du général Dang Van Quang (l'homme de la C.I.A. et du traité d'armistice de 1974), conseiller supérieur américain et de son homologue sud-coréen. Cet Institut a formé de 1968 (l'année de sa fondation) à 1976, quelque deux cent cinquante généraux, colonels et hauts dirigeants civils du régime pro-américain. (...) (3) Avec la libération de Saigon, l'armée et l'administration mises sur pied par les Etats-Unis se sont désintégrées sur place, mais n'ont pas été éliminées physiquement. Si l'on s'en félicite, il ne faut pas oublier qu'ainsi sept millions de personnes au Sud (un million cent mille officiers et soldats, trois cent mille policiers, quelques centaines de fonctionnaires et leurs familles) se trouvent du jour au lendemain sans moyen d'existence. Il n'est pas étonnant qu'il y ait des nostalgiques qui rêvent de retour à l'âge d'or (ou plutôt à l'âge du dollar). Isolés, le petit noyau de dirigeants et d'officiers du régime du personnel de l'armée régimentaire en souffrant de trouver du travail pour trois millions de chômeurs dans un pays sous-développé, ravagé par trente années de guerre, constitue une préoccupation pour le moins compréhensible. Si personne ne saurait se réjouir de voir ces hommes privés de liberté, personne ne plus ne pourrait contester sérieusement le fait qu'ils vivent dans les mêmes

conditions matérielles (nourriture, logement, soins médicaux...) que leurs gardiens. (...) Le réexamen du passé (national, familial et individuel), aussi douloureux soit-il, est pour paradoxal que cela puisse à première vue paraître, est la condition nécessaire pour oublier la tragédie vécue dans la chair par tout un peuple, afin que chacun puisse retrouver sa place dans la communauté nationale. De ce point de vue, des procès en règle, bien que préférables aux règlements de comptes en « vu les uns et les autres en France aux lendemains de la libération », ne sont pas la meilleure voie pour reconstruire l'union nationale.

De son côté, M. Pham Ngoc Toi écrit : « Je suis en mesure de porter à votre connaissance les informations suivantes : — Ma grande sœur, Mme Tran Van Tuyen, vit à Ho Chi Minh-Ville (ex-Saigon). Contrairement à ce qui a été dit à l'étranger, aux Etats-Unis notamment, elle est toujours en relation avec son mari. »

En 1954, au moment de l'accord de Genève, mon beau-frère et ma sœur ont laissé à Hanoi deux de leurs filles. Pour les avoir rencontrées lors de ma visite en 1976, je puis vous dire que mes nièces n'ont subi aucune discrimination de la part des autorités vietnamiennes qui ont assuré matériellement leurs moyens d'existence pendant toutes ces années. Si l'ainée, Tran Thi Lan, a travaillé déjà, la cadette, Tran Thi Quynh, poursuit ses études supérieures grâce à une bourse du gouvernement. Elle est, par ailleurs, membre (active) des Jeunes communistes Ho Chi Minh.

Les prétentions apportées par ces deux lettres ne laissent en rien les inquiétudes concernant le sort de M' Tran Van Tuyen. On est-il incertain qu'il sera « libéré » ? On ne sait-il gravement mal ? Est-il possible à un journaliste étranger indépendant de le rencontrer ? Et peut-il être assimilé aux « nostalgiques » de l'âge du dollar ? Alors qu'il a été libéré, lorsque Nguyen Van Thieu était au pouvoir, des décrets politiques ? — J. D.

(1) Hearings before the Subcommittee on International Organizations of the Committee on International Relations, House of Representatives, 95th Congress, U.S. Government Printing Office, Washington 1977 (p. 179).

Le conflit entre le Vietnam et le Cambodge

Le Kremlin condamne la politique de Phnom-Penh

Dans une déclaration publiée jeudi 9 février par Chine nouvelle, Pékin a accusé Moscou d'être à l'origine de la situation tendue à la frontière entre le Cambodge et le Vietnam. L'agence affirme que la presse soviétique a « violemment attaqué et calomnié le Cambodge ». D'autre part, radio Phnom-Penh a annoncé, jeudi, que les combats s'intensifiaient. Les troupes de Hanoi avaient avancé d'une quinzaine de kilomètres en territoire khmer, avant d'être repoussées. Commentant, sans le citer expressément, le plan de paix vietnamien, la radio a déclaré : « Toutes ces activités agressives (de l'armée vietnamienne) montrent clairement au peuple cambodgien et aux peuples du monde que les agresseurs vietnamiens trompent toujours l'opinion internationale pour cacher leurs actes barbares. »

Moscou. — Le soutien, au moins verbal, apporté par l'U.R.S.S. aux Vietnamiens dans le conflit qui les oppose aux Cambodgiens ne faisait aucun doute, dès janvier, mais la prise de position en faveur de Hanoi sont de plus en plus nettes dans la presse. Moscou se prononce pour un règlement négocié du conflit qui « seul correspond aux intérêts immédiats et à long terme des peuples vietnamien et cambodgien », mais fait porter aux autorités de Phnom-Penh toute la responsabilité de la persistance des hostilités.

Dans un communiqué autorisé, la Pravda a fait remarquer au début de la semaine que Hanoi avait plusieurs fois proposé au gouvernement cambodgien de régler la question frontalière « à la base de l'égalité complète, du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ». La presse soviétique a donné une large publicité aux dernières propositions de Hanoi (le Monde du 7 février).

La Pravda du komsomol, journal de l'organisation des jeunes communistes, a publié deux reportages de son envoyé spécial à la frontière vietnamo-cambodgienne. Ce lui-ci note que le conflit dure en fait depuis le printemps 1975 : il rapporte que dans les zones qu'il a visitées les soldats cambodgiens ont brûlé les villages vietnamiens, tué les habitants et se sont livrés au pillage. Les Vietnamiens lui ont montré des tracts distribués par les Cambodgiens à la population et qui proclamaient : « Retenez bien ceci : ce territoire a de tout temps été cambodgien, les Kampuchéens ne s'enlèveront pas jusqu'à Saigon ! »

Ces prises de position ne sont pas étonnantes dans la mesure où l'U.R.S.S. n'a pas de relations avec Phnom-Penh depuis la chute de Lon Nol en avril 1975, alors que Hanoi a toujours su se ménager son soutien. Il semble cependant que l'Union soviétique ait cherché, à l'automne dernier, à renouer avec Phnom-Penh ; mais ses avances se sont heurtées à une fin de non-recevoir. La presse soviétique avait justifié par la nécessité de nourrir la population l'exode vers les campagnes, alors

qu'elle dénonçait aujourd'hui « l'absence de tout droit démocratique et de liberté de circulation » au Cambodge.

Il n'est pas surprenant non plus que Moscou cherche chez les dirigeants chinois les vrais responsables de cette situation. « Seuls les partisans de la détérioration du climat international » attirent le conflit, déclare le journal du P.C. soviétique, qui a ajouté : « L'attitude des autorités du Kampuchéa correspond au projet secret de ceux qui ne sont pas favorables à la victoire du peuple vietnamien, à la réunification du Vietnam, à ses succès dans l'édition du socialisme et à l'essor de son prestige international. »

Le Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France (1), qui représente les partisans du régime de Phnom-Penh, s'en est pris violemment, dans une lettre ouverte en date du 9 février, au P.C.F., à la suite d'une déclaration de M. Raymond Quenot publiée dans l'Humanité du 8 février. Ce journal est accusé de « tromper délibérément l'opinion publique », d'être le porte-parole de Hanoi, et de se refuser à faire état des positions cambodgiennes dans ses colonnes et de se livrer à des « menaces et hypocrisies pour cacher ses actes d'agression et d'invasion » du Cambodge par le Vietnam. C'est la première fois que les partisans du P.C. khmer s'en prennent au P.C.F., qui, pendant la guerre, avait soutenu les révolutionnaires cambodgiens, avant de se ranger sans nuances derrière le Vietnam dans le conflit qui l'oppose actuellement au Cambodge.

(1) 33, avenue Léonard, 95450 Gennevilliers. Tél. : 655-55-17.

Le dir...
serai por...

M. Alberto...
serai por...

travers monde

Hats-Unis

Indonésie

Tunisie

VACANCES de...

TOSCA

VACANCES PAR...

LOCATION D'APPARTEMENT

SAN LUIGI RESORT

SAN LUIGI RESORT

SAN LUIGI

SAN LUIGI

مكتبة من الأصل

EUROPE

Espagne

L'AFFAIRE BOADELLA

Le directeur de théâtre catalan serait prochainement jugé par un tribunal militaire

M. CALVO SOTILO EST NOMMÉ « MINISTRE DE L'EUROPE »

Madrid (A.F.P., Reuters). — Le gouvernement a nommé M. Leopoldo Calvo Sotelo, ancien ministre du commerce, ministre adjoint chargé de coordonner les processus d'intégration de l'Espagne à la Communauté économique européenne, a-t-on annoncé officiellement vendredi 10 février à l'issue du conseil des ministres. M. Calvo Sotelo mènera donc les négociations entamées en juillet dernier entre l'Espagne et la C.E.E. Il doit rencontrer lundi, à Madrid, M. Lorenzo Natali, vice-président de la C.E.E.

Nouvel élu du député monarchiste José Calvo Sotelo, dont l'accession au pouvoir fut la cause immédiate du soulèvement militaire et de la guerre civile, M. Leopoldo Calvo Sotelo est âgé de cinquante-deux ans. Ministre du commerce de novembre 1975 à juillet 1976, puis des travaux publics jusqu'en avril 1977, il démissionna pour se consacrer à l'animation de l'Union du centre démocratique, la coalition de diverses petites formations monarchistes qui soutiennent le premier ministre, M. Adolfo Suárez. M. Calvo Sotelo est ainsi un des auteurs du succès du parti gouvernemental aux élections du 15 juin dernier.

A travers le monde

Etats-Unis

LE CONSEIL DE NEGOCIATION DU SYNDICAT DES MINES DE CHARBON (U.M.W.), en grève depuis le 6 décembre, a rejeté vendredi 10 février l'offre conclue le 6 février avec les compagnies minières pour une nouvelle convention collective de trois ans. La grève, qui commence à perturber sérieusement l'approvisionnement des centrales thermiques dans plusieurs Etats, devrait donc se poursuivre, à moins que le gouvernement n'ordonne, comme il en a le pouvoir, une reprise provisoire du travail. — (A.F.P.)

Indonésie

LA TENSION PERSISTE A BANDOUNG, capitale de Java occidentale, après l'intervention de l'armée dans le campus de l'institut de technologie, le jeudi 9 février. Cent étudiants ont été arrêtés. Il s'agit de la deuxième occupation du bâtiment par la troupe depuis le début de l'année. — (A.F.P.)

Tunisie

M. MOHAMED SAYAD, directeur du parti socialiste destourien (P.S.D.), a déclaré, le vendredi 10 février, que le président Bourguiba est une bonne personne et suit de très près les activités du parti et du gouvernement. Cette déclaration, apportée devant les cadres des cellules professionnelles du P.S.D., tend à mettre un terme aux rumeurs qui circulent à Tunis sur une aggravation de l'état de santé du président et son départ imminent pour des soins à l'étranger. — (Corresp.)

(PUBLICITE)

VACANCES de QUALITÉ en TOSCANE

UN MAGNIFIQUE DOMAINE DU XVII^e SIECLE, transformé en une Résidence de vacances de GRANDE CLASSE, au cœur du GRANT, entre Florence et Arezzo, offre aux amateurs de cette belle région deux possibilités :

- « VACANCES PAR ACTIONS »
Une solution nouvelle et d'actualité qui vous donne pour toujours la jouissance d'un appartement pour la seule durée de vos vacances, et qui transforme vos frais de vacances à fonds perdus en un modeste investissement, ou
- LOCATION D'APPARTEMENTS
pour vous permettre un « essai » de la Résidence.

SAN LUIGI RÉSIDENCE

44 luxueux studios et deux pièces de grand confort (bains, coin cuisine avec frigo, lave-vaisselle, etc., T.V. chauffage central) richement meublés et entièrement équipés. Parc de 60 000 m² piscine chauffée, tennis illuminés, sauna, golf driving-range, terrain de basket et volley-ball, manège, restaurant, bar, conciergerie, kindergarten, salons et salle de lecture avec livres, collection sur la Toscane historique, folklorique et touristique, programmes culturels.

SAN LUIGI : Le charme italien. La beauté toscane. La qualité suisse.

Une réalisation de l'un des premiers groupes financiers suisses.

Pour information, écrire ou téléphoner à : CURENET SPA, I-53030 Sirolo 2 (Sienne). Tél. 0535/7730.41.25.

Union soviétique

Moscou aurait accepté d'échanger M. Chtcharansky et d'autres détenus juifs contre des communistes chiliens et des agents capturés à l'Ouest

Berlin-Ouest (A.F.P.). — Les autorités soviétiques auraient accepté le principe d'un échange de prisonniers (judéistes, capotés agents, contestataires) purgés des peines de prison en Allemagne de l'Est.

La négociation aurait progressé ces jours derniers lors d'une rencontre à Berlin-Ouest, entre M. Vogel et un parlementaire israélien, M. Shabtai Klemovitz, lui-même autrefois émigré d'U.R.S.S. L'opération, précisée-t-on, prendrait encore du temps, notamment en ce qui concerne M. Chtcharansky. En effet, selon un principe établi de longue date par Moscou, les autorités soviétiques tiendraient à ce que le mathématicien passe d'abord en justice. Son procès pourrait avoir lieu au mois de mars. Il resterait ainsi à obtenir l'accord des pays retenants des prisonniers intéressés : l'U.R.S.S. ou certains de ses alliés, voire, dans certains cas, à compléter l'échange par un versement de devises.

[Nous donnons cette information sous toute réserve. Il est certes vrai que Vladimir Bonkovsky avait été échangé contre Luis Corvalan et que M. Vogel a effectivement servi d'intermédiaire entre les deux Allemands. En attendant, de source israélienne, on précise que M. Shabtai Klemovitz ne voyage pas, mais que, en revanche, son ami, M. Kalmanovitch (de son vrai nom, et non pas Klemovitch), qui n'est pas un parlementaire, fait des affaires en R.F.A.]

Le bureau de l'Internationale socialiste, réuni jeudi 9 et vendredi 10 février à Hambourg, a condamné dans une déclaration publiée à l'issue de ses travaux « le terrorisme international, qui joue le jeu des forces réactionnaires ». La prochaine réunion du bureau se tiendra en mai à Dakar, et le congrès en novembre à Vancouver. — (A.F.P.)

Chypre

L'EOKA-B annonce sa dissolution

De notre correspondant

Nicosie. — Les chefs de l'organisation clandestine EOKA-B ont annoncé, vendredi 10 février, que ce groupement est maintenant dissous officiellement. L'EOKA-B avait participé, aux côtés des colonels grecs, au coup d'Etat de juillet 1974, qui avait provisoirement écarté du pouvoir Mgr Makarios et conduit à l'invasion turque de l'île. En décembre dernier, l'EOKA-B avait enlevé M. Achille Kyprianos, officier de la garde nationale, et fils du président de la République, pour le relâcher quelques jours plus tard. (Le Monde des 16, 17, 18, 19 et 20 décembre 1977.)

Dans un tract distribué aux journaux de Nicosie, il est dit que les chefs de l'EOKA-B « ne cherchent pas de cette manière à se soustraire à leur part de responsabilité dans les événements de Chypre ». « Nous poursuivons notre honneur et notre dignité, comme individus et comme membres de l'EOKA-B, entre les mains de Sa Béatitude

Mgr Chrysostomos, archevêque de Chypre et entre celles de nos dirigeants nationaux », est-il ajouté.

Les observateurs à Nicosie estiment que le but recherché par la dissolution de l'EOKA-B est d'obtenir l'amnistie pour ses membres recherchés ou incrimés comme pour ceux qui ont déjà été condamnés et emprisonnés.

La position de l'EOKA-B est actuellement très faible. Ses principaux leaders, et notamment M. Nikos Savakos, « le président de huit jours », et Lefteris Papadopoulos purgés de lourdes peines de prison, M. Klavdios Neokleous, un autre chef régional de l'organisation, vient d'être condamné à quinze ans de détention pour l'assassinat en 1973 d'un militant socialiste. Par ailleurs, un procès est actuellement en cours pour quatre assassinats commis pendant le coup d'Etat de juillet 1974, par sept membres de l'EOKA-B.

DIMITRI ANDREOU.

Lettre ouverte des familles françaises aux candidats.

Vous êtes candidat à la députation. Vous voulez représenter le pays, donc les familles qui le composent. Nous voulons vous dire ceci. La France s'est développée, et nous avons été tenues à l'écart de ce développement. Nous demandons à rattraper le retard accumulé au cours de ces 20 dernières années. Nous demandons la mise en œuvre d'une véritable politique globale de la famille. Voici nos doléances.

- 1 Les allocations familiales ont pris un gros retard sur l'évolution du niveau de vie des Français. Elles ne couvrent plus qu'une petite partie des frais réels de l'enfant. Il faut rattraper ce retard en augmentant fortement les allocations.
- 2 Pour que de tels retards ne se reproduisent plus, il faut lier l'évolution des allocations familiales à celles des salaires réels.
- 3 Avec le premier enfant commence la famille. Pourtant, les parents d'un seul enfant ne reçoivent pratiquement aucune aide. Et c'est souvent le moment de leur vie où ils en auraient le plus besoin. Il faut remédier à cela.
- 4 La mère qui le père d'un enfant de moins de 3 ans, ou d'une famille de 3 enfants et plus, ne peut pas vraiment choisir entre le travail à l'extérieur et rester au foyer, notamment pour des raisons financières. Salaire parental, garantie de réemploi doivent lui donner les moyens de ce choix.
- 5 Tous les travailleurs ont un statut qui garantit leurs droits. Pas la mère de famille. Il faut lui donner, comme aux autres
- travailleurs, un statut social qui garantisse ses droits, notamment à la protection sociale et à la retraite.
- 6 Les familles payent de très lourds impôts pour les produits de consommation courante (au travers de la TVA) et sur le logement (impôts mobiliers). Il faut réduire ces impôts.
- 7 L'école coûte encore cher aux familles. Il faut instituer une véritable gratuité scolaire.
- 8 Crèches, garderies, foyers, maisons des jeunes... Les équipements sociaux ne sont pas encore assez nombreux. Il faut les multiplier en fonction des besoins réels exprimés par les parents et les enfants.
- 9 Horaires de travail, d'école, de transports sont calculés sans tenir compte de l'épanouissement familial. Il faut les réviser.
- 10 Les bases de la politique familiale française n'ont pas bougé depuis 1945. Elles doivent changer, parce que la vie a changé. 1978 doit être l'année de la définition d'une nouvelle politique, à laquelle participeront les associations familiales en liaison avec les autres forces vives de la nation.

Nom :
Adresse :

Signature :

Faites signer cette lettre par le plus grand nombre possible de vos amis et retournez-la à : La Vie. « Lettre ouverte aux candidats » 163 bd Malesherbes 75649 Paris. Nous la transmettrons aux futurs candidats et aux dirigeants de tous les partis.

Cette semaine dans La Vie.



**87 RADIATIONS A TOURS
ET 222 A PARIS-XIV^e**

gères les éléments d'information sur les faits révélés par la presse. Preuve en est que dans son article du 13 janvier dans le Monde M. de Guiringaud cache l'existence du télégramme du 21 décembre ;

« 2) Le ministre des affaires étrangères envoie ses inspecteurs au Gabon, le 27 décembre 1977, mais à la date du 10 février 1978 le rapport d'inspection est toujours gardé secret. M. de Guiringaud ne peut pas à la fois décla-

ser que la fraude se limite au seul cas de la fraude à l'impôt. En agissant ainsi, il donne raison à M. de Guiringaud, qui, en doute la neutralité du service public et la réputation du ministère des Finances.

Après avoir rappelé les faits du 5 janvier, demanda la création d'une commission d'enquête indépendante, chargée d'apprécier les faits, les syndicats conduits par M. de Guiringaud n'apporte pas la preuve que la fraude se limite à la fraude à l'impôt. Comment croire alors qu'il n'y a pas de fraude ailleurs que dans d'autres lieux ? M. de Guiringaud ne parle que de l'application de la loi fiscale, mais il se fonde sur la légalité de la fraude, et la neutralité politique du service public.

L'Association des anciens fonctionnaires de l'ENA du ministère des Affaires étrangères a adressé une lettre à M. de Guiringaud sur

LOIRET : existe-t-il des
ont profitent certains ca

De notre cor

Orléans. — Cette période
réflectrice existe-t-elle des sub-
ventions d'Etat parallèles ? Le
conseil général du Loiret, qui
est réuni mardi 7 février, exami-
nait la répartition des crédits
d'Etat : une séance qui s'annon-
çait de routine, lorsque M. René
aux (P.S.), conseiller général
à Ferrières-en-Gâtinais et can-

Orléans. — En cette période pré-électorale existe-t-il des subdivisions d'intérêt parallèles ? Le conseil général d'Orléans, qui s'est réuni mardi 7 février, examinait la répartition des crédits d'Etat ; une séance qui s'annonçait de routine, lorsque M. René Lamoignon, conseiller général cantonal de Ferrières-en-Gâtinais et candidat aux prochaines élections législatives dans la 3^e circonscription (dont le député sortant, à l'heure des urnes, est M. Gaston Girard, R.P.R.), donna l'occasion d'une lettre adressée aux membres de sa circonscription par M. Chantal Brunel, candidate à Paris, républicain dans cette circonscription et membre du cabinet du ministre de l'Intérieur : « La confiance qu'on m'a témoignée me manifeste de nombreux votes et du *Travail* m'a déjà permis de recueillir pas mal de renseignements sur les dossiers de subvention, qui m'ont permis de faire à M. Lamoignon Mme Brunel. J'ai tenté de vous effectuer ce travail avec discrétion et sans en faire état publiquement afin de ne pas gêner les élus du département ; mais j'ai lancé prématurément une campagne électorale. »

M. Alaux s'exclama alors : « Cela fait vingt-deux dossiers par département pour notre circonscription ! » L'orateur dit, cela signifie que ni les députés ni les conseillers ne sont capables de faire le travail. Un autre élu socialiste, M. Lestiboudy, ajouta : « L'audace de ces votes me pousse à la discrétion administrative. » M. Lamoignon, vers le préfet : « Deux

L'Union des gaullistes présente une nouvelle

[illegible][illegible]

PRÊTRES AU TRAVAIL EN MILIEU OUVRIER.

C.F.D.T. demande
les maintenant pour

neur, aide-comptable, magasinier, contrôleur, routier — sauf un, qui est à la retraite. Ancien secrétaire du cardinal Suhard et ancien supérieur de la Mission de France, celui-ci a choisi, à soixante et onze ans, de suivre cette expérience d'une Eglise totalement insérée dans le

La veille des élections, comment ces prêtres de la « danlieux rouge » compoient-ils leur engagement — ou leur refus d'engagement — politique ?

Les jeunes :
 ont-ils espéré ?
 lycées à Gene-
 deus dlers d'en-
 dans des
 es ont deux ans
 leurs études.
 qu'il y ait huit
 chieurs ici ?
 « surtout, on
 n'habite pas »

le ne veux pas m'intérioriser la
la pratique d'un parti. Ce qui ne
vaut pas dire que je sois
« l'homme de tous », donc de
personne ! Même si la gauche
arrive au pouvoir, il y aura un
travail syndical important à mener
en faveur des libertés.

Yes, oui, à des responsabilités
syndicales importantes au niveau

miseu ouvrier.

A la veille des élections, comment ces prêtres de la « banlière rouge » compétent-ils leur engagement — ou leur refus d'engagement — politique ?

Ces jeunes :
— tent-ils espérer ?
— lycée à Genève-
deux leurs d'en-
dans les
— es ont deux ans
leurs études.
— qu'ils ont huit
— chémons... Ici ?
— e situation,
on habitait voir se
gisse politique
raisonnable. On ne
se le solidariser
le locaux engage-
ment dans une

le ne veux pas m'infecter à la pratique d'un parti. Ce qui ne veut pas dire que je suis « l'homme de tous », donc de personne ! Même si la gauche arrive au pouvoir, il y aura un travail syndical important à mener en faveur des libertés.

Ouais, oui, c'est des responsabilités importantes au niveau mondial. La C.G.T. lui aussi, refuse d'adhérer à la gauche pour les mêmes raisons. S'il s'avère que le parti communiste est la seule organisation proche des travailleurs qui colle à la réalité ouvrière », ce explique son refus d'y entrer ainsi : « Je ne veux pas que mon action réduite à une appartenance politique, à cause de mon appartenance à l'Eglise et de l'université de son message de libération. »

C'est la raison pour laquelle il a récemment refusé l'invitation du responsable départemental des Jeunesses communistes d'accepter une responsabilité dans cette organisation.

D'autres membres de l'équipe pensent, au contraire, que leur rôle est de montrer que leur foi chrétienne et leur qualité sacerdotale sont compatibles avec le

à la veille des élections, comment ces prêtres de la « banlière rouge » compétent-ils leur engagement — ou leur refus d'engagement — politique ?

Les deux jeunes : — Je ne veux pas m'inféoder à la pratique d'un parti. Ce qui ne veut pas dire que je sois « l'homme de tout le monde ». L'homme de tout le monde personnellement. Mais si la gauche arrive au pouvoir, il y aura un travail syndical important à mener en faveur des libertés.

Yves, qui a des responsabilités syndicales importantes au niveau fédéral, à la C.G.T. lui aussi, refuse d'adhérer à un parti pour les mêmes raisons. S'il est d'avis que le parti communiste est « la seule organisation proche des travailleurs qui colle à la réalité, à l'ouvrière », il explique son refus d'y entrer ainsi : « Je ne veux pas voir mon action réduite à une appartenance politique, à cause de mon appartenance à l'Eglise et de l'université de mon message de libération. »

C'est la raison pour laquelle il a refusé récemment l'invitation du responsable départemental des Jeunesses communistes d'accepter une responsabilité dans cette organisation.

D'autres membres de l'équipe pensent, au contraire, que leur rôle est de montrer que leur foi chrétienne et leur qualité sacerdotale sont compatibles avec le travail et l'engagement syndical et politique, et peuvent même s'y épanouir.

Mais le consensus du groupe est plutôt exprimé par Glénne : « Sans forcément militer dans un parti, on ne peut pas ne pas prendre position contre les injustices et les méfaits qui nous entourent. Notre tâche est de rendre l'Eglise « buvable » pour des gens qui vivent dans un monde où Dieu est absent. Actuellement, l'Eglise n'arrive pas

la veille des élections, comment ces prêtres de la « banlieue rouge » compoient-ils leur engagement — ou leur refus d'engagement — politique ?

Les jeunes : le ne veux pas m'inféoder à la pratique d'un parti. Ce qui ne veut pas dire que je sois « l'homme de tous », donc de personne ! Même si je geuiche sur le pouvoir, il y a un travail syndical important à mener en faveur des libertés.

Yves, qui a des responsabilités syndicales importantes au niveau fédéral, à la C.G.T. lui aussi, refuse d'adhérer à un parti pour les mêmes raisons. S'il est d'avis que le parti communiste est « la seule organisation proche des travailleurs qui colle à la réalité ouvrière », il explique son refus : « J'adhère à moi-même. Je ne veux pas voir mon action réduite à une appartenance politique, à cause de mon appartenance à l'Eglise et de l'université de son message de libération. »

C'est la raison pour laquelle il a récemment refusé l'invitation du responsable départemental des Jeunesses communistes d'accepter une responsabilité dans cette organisation.

D'autres membres de l'équipe pensent, au contraire, que leur rôle est de montrer, par leur christianisme et leur qualité sacerdotale sont compatibles avec le travail et l'engagement syndical et politique, et peuvent même s'y éprouner.

Mais le consensus du groupe est plutôt exprimé par Elenne : « Sans forcément militer dans un parti, on ne peut pas ne pas prendre position contre les injustices et les misères qui nous entourent. Notre tâche est de rendre l'Eglise « buvable » pour des gens qui vivent dans un monde où Dieu est absent. Actuellement, l'Eglise n'arrive pas encore à faire valoir ses revendications des pauvres. C'est ce que nous essayons de faire, même si, en parlant de la lutte de classes que nous constatons — et que nous vivons, — on nous accuse de faire de la politique. »

ALAIN WOODROW

A la veille des élections, comment ces prêtres de la « banlieue rouge » comptent-ils leur engagement — ou leur refus d'engagement — politique ?

Ils ont deux jeunes :
— les uns espèrent ?
— les autres à Genève
— deux lieux d'on-
— dans les
— se ont deux ans
— leurs études.
— qu'il y ait huit
— schéma ici ?
— situation, on
— souhaiter voir se
— gime politique
— sensible. On ne
— se se solidariser
— locaux engagent
— dans une

treinte-quin ans,
l'expérience de la
— l'éclaireur en une
— nation multinationale
— aire syndical
— dix mille tra-
— depuis onze
— flement
— rection de son
— quatre-vingt
— prévus
— ment ramené
— et courtes et
— de dégaits
— dont M. Yves
— assés que le
— le problème

nd, par soli-
camarades
rtier ? Les
— rendre qu'un
— ins-
— au P.S.,

al C.G.T.,
inction entre
— militante
— trouve bien à
— assez proche
— sion de l'en-
— dans un parti
r mol, car il
— demande
de libérés :

le ne veut pas m'intéresser à la pratique d'un parti. Ce qui ne veut pas dire que je suis « l'homme de tous », donc de personnes ! Même si la gauche arrive au pouvoir, il y aura un travail syndical important à mener en faveur des libérés.

Yves, qui a des responsabilités syndicales importantes au niveau fédéral, à la C.G.T. lui aussi, refuse d'adhérer à un parti pour les mêmes raisons. S'il est d'avis que le parti communiste est « la seule organisation proche des travailleurs qui colle à la réalité ouvrière », il explique son refus d'y entrer ainsi : « Je ne veux pas voir mon action réduite à une appartenance politique, à l'église de mon appartenance, à l'Eglise et de l'universalité de son message de libération. »

C'est la raison pour laquelle il a récemment refusé l'invitation du responsable départemental des Jeunesses communistes d'accepter une responsabilité dans cette organisation.

D'autres membres de l'équipe pensent, au contraire, que leur rôle doit montrer que leur foi chrétienne et leur qualité sacerdotales sont compatibles avec le travail et l'engagement syndical et politique, et peuvent même s'y épanouir.

Mais le consensus du groupe est plutôt exprimé par Elienne : « Sans forcément militer dans un parti, on ne peut pas ne pas prendre position contre les injustices et les misères qui nous entourent. Notre tâche est de rendre l'Eglise « buvable » pour des gens qui vivent dans un monde où Dieu est absent. Actuellement, l'Eglise n'arrive pas encore à faire valoir ses revendications des pauvres. C'est ce que nous savons faire, nous, même si, en parlant de faire, de classes que nous constatons — et que nous vivons, — on nous accuse de faire de la politique. »

ALAIN WOODROW.

dépatement de l'autre

MEURTHE-ET-MOSELLE — M. YEAN - Jacques SERVANT, Secrétaire général du parti radical et candidat à la 1^{re} circonscription de Meurthe-et-Moselle (Nancy), dont il est le député sortant, a choisi comme suppléant le directeur de son cabinet à Nancy, François Pontet, délégué régional.

la veille des élections, comment ces prêtres de la « banlière rouge » compotent-ils leur engagement — ou leur refus d'engagement — politique ?

De ces jeunes : ne veux pas m'inféoder à la pratique d'un parti. Ce qui ne veut pas dire que je sois « l'homme du pape », donc de personne ! Même si la gauche arrive au pouvoir, il y aura un travail syndical important à mener en faveur des libertés.

Yves, qui a des responsabilités syndicales importantes au niveau fédéral, à la C.G.T. lui aussi, refuse d'adhérer à un parti pour les mêmes raisons. S'il est d'avis que le parti communiste est « la seule organisation proche des travailleurs qui colle à la réalité », il explique son refus d'y entrer ainsi : « Je ne veux pas voir mon action réduite à une appartenance politique, à cause de mon appartenance à l'Eglise et de l'université de son message de libération. »

C'est la raison pour laquelle il a récemment refusé l'invitation du mouvement des étudiants des Jeunesses communistes d'accepter une responsabilité dans cette organisation.

D'autres membres de l'équipe pensent, au contraire, que leur rôle est de montrer que leur foi chrétienne et leur qualité sacerdotale sont compatibles avec le travail et l'engagement syndical et politique, et peuvent même s'y épanouir.

Mais le consensus du groupe est plutôt exprimé par Elénne : « Sans forcément m'interdire un parti, on ne peut pas se prendre position contre les injustices et les misères qui nous entourent. Notre tâche est de rendre l'Eglise « buvable » pour des gens qui vivent dans un monde où Dieu est absent. Actuellement, l'Eglise n'arrive pas encore à faire entendre les revendications des pauvres. C'est cela que nous saisissons de faire, même si, en parlant de faibles classes que nous constatons — et que nous vivons, — on nous accuse de faire de la politique. »

ALAIN WOODROW.

Département à l'autre

D. — M. Ber- candidat du radicaux de troisième circonscription de Nord (app. R.P.R.), Diéneseu, an- tuelle, laquelle se nouveau cou- (du 2 février).

— Dans la (Bergeret), (P.S.), qui en- 1976, à comme maire de G. Réssu en I, M. Manet le maire de

MEUTHRE ET MOSELLE — M. Yves-Jacques Servan- Schreiber, président du radical et candidat dans la 1^{re} circonscription de Meuthre et Moselle (Nancy), dont il est député sortant, a choisi comme suppléant le directeur de son cabinet à Nancy, M. François Pontet, député régional du parti radical. En 1973, le suppléant du M. Servan-Schreiber était M. Jeanclaudine, qui n'a pas été réélu en mars 1976, son siège de conseiller général de Pont-à-Mousson.

PARIS. — Dans la sixième circonscription (8^e arrondissement) républicain après son départ la seule candidate de M. Couve de Merville, député sortant R.P.R., M. Jean-Louis de la Motte.

[illegible]

milieu ouvrier.

À la veille des élections, comment ces prêtres de la « banlière rouge » comptent-ils leur engagement — ou leur refus d'engagement — politique ?

de ces jeunes :
«ent-ils espérer ?
«lysée à Genève-
«deux lieux de
«s dans les
«s ont deux an-
«s études.
«y ait huit
«chémisme ici ?
« situation, on
«hâter voir se
«gisme politique
«nsemble. On ne
«se se solidifier
« locaux engan-
«ment dans une

treinte-cinq ans,
l'expérience de
une multination-
nitaire syndical
de dix mille tra-
t depuis onze
flementents
rection de son
t quatre-vingt-
prévue
nement ramené
« toutes les
de déstabilisé
dout M. Yves
assé que la pro-
blème

nd, par solis-
camarades
rturier ? Les
on rendre qu'un
équipe est ins-
— au P.S.,

ical C.G.T.,
inction entre
« militante
trouve bien à
«s assez proche
«tion de l'en-
dans un parti
r mot, car ce
«telle demande
de libérés :

le ne veut pas m'inféoder à la
pratique d'un parti. Ce qui ne
vaut pas dire que je sois
« l'homme de tous », donc de
personne ! Même si la gauche
arrive au pouvoir, il y aura un
travail syndical important à mener
en faveur des libérés.

Yves, qui a des responsabilités
syndicales importantes au niveau
fédéral, à la C.G.T. lui aussi,
refuse d'adhérer à un parti pour
les mêmes raisons. S'il est d'avoir
que le parti communiste est « la
seule organisation proche des
travailleurs qui colle à la réalité
ouvrière », il explique son refus
d'y entrer ainsi : « Je ne veux
pas me mot action réduite à une
appartenance politique, à cause
de mon appartenance à l'Église
et de l'universalité de son mes-
sage de libération. »

C'est la raison pour laquelle il
a récemment refusé l'invitation du
responsable départemental des
Jeunesses communistes d'accep-
ter une responsabilité dans cette
organisation.

D'autres membres de l'équipe
précise, au contraire, que leur
deus est de montrer que leur foi
chrétienne et leur qualité esca-
dolais sont compatibles avec le
travail et l'engagement syndical
et politique, et peuvent même
s'y épanouir.

Mais le consensus du groupe
est plutôt exprimé par Elienne :
« Sans forcément militer dans un
parti, on ne peut pas ne pas
prendre position contre les injus-
tices et les misères qui nous
entourent. Notre lâche est de
rendre l'Église « buvable » pour
des gens qui vivent dans un
monde où Dieu est absent.
Actuellement, l'Église n'arrive pas
encore à faire allier les revendica-
tions des pauvres. C'est ce
qui nous pousse à nous efforcer
même si, en premier lieu, nous
de classes que nous constatons
— et que nous vivons — on nous
accuse du fait de la politique. »

ALAIN WOODROW.

Département à l'autre

MEURTHE-ET-MOSELLE.

M. Jean - Jacques Servan-
schreiber, président du parti
républicain, a été élu dans la
radical et socialiste dans la
1^{re} circonscription de Meurthe-
et-Moselle (Nancy), dont il est
le député sortant, a choisi comme
suppléant le directeur de son
cabinet à Nancy, M. François
Pontet, délégué régional du parti
radical. En 1973, le suppléant
M. Servan-Schreiber était M. Jule
Scaandane, qui n'a pas retrouvé
en 1978, son siège de conseiller
général de Pont-à-Mousson.

PARIS. — Dans la sixième cir-
conscription (8^e arrondissement), le parti
républicain apporte son soutien à
la seule candidature de l'Union
de Murville, député sortant R.F.R.
Lors de la publication de la pre-
mière liste d'union C.D.S. - F.R.
radicaux, c'est M. Philippe Toul-
loux (C.D.S.) qui avait été investi-
ture dans cette circonscription.

D'autre part, M. Jérôme Spychet
précise que, contrairement à ce
qui avait été indiqué par le RUC
(« Rassemblement des usagers des
services publics, des contribuables,
et des groupements de défense »),
il n'est pas le candidat de ce mou-
vement dans la sixième circonscrip-
tion.

SOMME. — M. Jean-Pierre
Soisson, secrétaire général du
parti républicain, indique dans
une lettre du 6 février que
M. Gilles de Robien est « le seul
candidat » de sa formation dans
la première circonscription de la
Somme. M. Hubert
Henno, conseiller général et répu-
licain, qui avait invité les électeurs à
voter pour le candidat radical va-
loisien, M. Richard Mazoudet, est
exclu du conseil national du P. R.

la veille des élections, comment ces prêtres de la « banlieue rouge » comptent-ils leur engagement — ou leur refus d'engagement — politique ?

des jeunes :
« Je ne veux pas m'inféoder à la pratique d'un parti. Ce qui ne veut pas dire que je sois « l'homme de tous », donc de personnes ! Même si la gauche arrive au pouvoir, il y aura un travail syndical important à mener en faveur des libérés.

Yves, qui a des responsabilités syndicales importantes au niveau fédéral, à la C.G.T. lui aussi, refuse d'adhérer à un parti pour les mêmes raisons. S'il est d'avis que le parti communiste est « la seule organisation proche des travailleurs qui colle à la réalité ouvrière », il explique son refus d'y entrer ainsi : « Je ne veux pas voir mon action réduite à une appartenance politique, à cause de mon appartenance à l'Eglise et de l'importance de son message de libération.

C'est la raison pour laquelle il a récemment refusé l'invitation du responsable départemental des Jeunesses communistes d'accepter une responsabilité dans cette organisation.

D'autres membres de l'équipe pensent, au contraire, que leur rôle est de montrer que leur foi chrétienne et leur qualité sacerdotale sont compatibles avec le travail et l'engagement syndical et politique, et peuvent même s'y épanouir.

Mais le consensus du groupe est plutôt exprimé par Elenne : « Sans forcément militer dans un parti, on ne peut pas se permettre de prendre position contre les injustices et les misères qui nous entourent. Notre tâche est de rendre l'Eglise « buyable » pour des gens qui vivent dans un monde où Dieu est absent. Actuellement, l'Eglise n'arrive pas encore à faire admettre les revendications des pauvres. C'est ce que nous essayons de faire, même si, en parlant de la lutte de classes que nous constatons — et que nous vivons, — on nous accuse de faire de la politique. »

ALAIN WOODROW.

épartement à l'autre

D. — M. Bermond, candidat du P.S., a été élu conseiller municipal de la 10^e circonscription de Paris (10^e arrondissement) lors des élections municipales du 15 juin 1976. Il a été élu conseiller municipal de la 10^e circonscription de Paris (10^e arrondissement) lors des élections municipales du 15 juin 1976. Il a été élu conseiller municipal de la 10^e circonscription de Paris (10^e arrondissement) lors des élections municipales du 15 juin 1976.

MEURTHE-ET-MOSELLE — M. Jean — Jacques Serran Schreiber, président du parti radical et candidat dans la 10^e circonscription de Meurthe-et-Moselle (Nancy), dont il est le député sortant, a été élu suppléant le directeur de son cabinet à Nancy, M. François Poirier, député régional du parti radical. M. Serran Schreiber était M. Jean — Jacques Serran Schreiber, député régional du parti radical. M. Serran Schreiber était M. Jean — Jacques Serran Schreiber, député régional du parti radical.

PARIS. — Dans la sixième circonscription (8^e arrondissement), le parti républicain apporte son soutien à la seule candidature de M. Couvreur de Murville, député sortant R.P.R. Lors de la publication de la première liste d'union G.D.S. — P.R. radical, c'est M. Philippe Toulon (G.D.S.) qui avait reçu l'investiture dans cette circonscription.

D'autre part, M. Jacques Spokoff, député sortant R.P.R., précise que, contrairement à ce qui avait été indiqué par le RUC (Rassemblement des usagers des transports) et des groupements de consommateurs, il n'est pas le candidat de ce mouvement dans la sixième circonscription.

SOMME. — M. Jean-Pierre Solisson, secrétaire général du parti républicain, indique dans une lettre du 6 février que M. Gilles de Robien est « le seul candidat » de sa circonscription à la première circonscription de la Somme (Amiens). M. Hubert Henno, conseiller général et régional, qui avait invité les électeurs à voter pour le candidat radical vallois, M. Richard Masson, dit qu'il n'est pas le candidat du parti radical dans la sixième circonscription.

TARN. — M. André Magnat (U.R.P.), conseiller municipal de Castres, qui devait se présenter dans la deuxième circonscription du Tarn, dont le député sortant est M. Jacques Limoux (R.P.R.), est mort jeudi 9 février, à la suite d'un infarctus cardiaque. Il avait 47 ans.

[illegible][illegible]

la majorité et l'opposition. La démocratie, l'opposition n'est pas un piteux ou un biassphème. La loi n'est pas simplement un service qui assure le pouvoir aux élus, mais qui présente des solutions à des équipes de renouveau.

L'opposition de 1978 — conduite, pensée, par MM. Chirac, Delebarre, Solson — ne devra pas subir le traitement inégalitaire qui aura été réservé à l'opposition de 1958 à 1978. Elle aura, au contraire, bénéficié de renforcements.

Droit au contrôle parlementaire accru : par le partage des prérogatives de commissions permanentes, par des commissions d'enquête pouvant être créées à l'initiative d'un quart des élus d'une opposition. Droit à l'« expertise » : par le détachement temporaire de haute fonctionnaires de tous les groupes parlementaires. Droit à l'antenne parlementaire : institutionnellement garanti, l'alternance, clairement définie, de tous ces dédramatiser la vie publique. En établissant de nouveaux rapports, plus pacifiques, plus équilibrés et plus fondés, entre majorité et opposition, en faisant qu'elles s'équilibrent l'une l'autre, dans la diversité, mais aussi dans la réunion.

l'empire des Français. C'est
 l'empire de l'Etat central.
 L'empire, omnipotent, tenta-
 tair. Ce Etat pesant et obèse,
 qui entraine et écrase la so-
 ciété civile.
 Longtemps — et c'était alors
 souvent vrai — la gauche a cru
 que le progrès était lié à l'inter-
 vention toujours accrue de
 l'Etat. Hors de lui, point de
 salut! C'était le réflexe commu-

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26



Monde aujourd'hui

« LA BRICHE »

Un refuge pour femmes meurtries

« **R**ÉGULIÈREMENT, l'apport d'un paquet ficelé, une petite valise chez des amis. Il ne s'est rendu compte de rien. Tous les deux jours, le téléphone lui pour savoir s'il y avait de la place. Enfin, on m'a dit : « On vous attend. » J'ai affiché sur le bar « fermé cause déménagement », je suis allée chercher les enfants — sept et dix ans — à la sortie de l'école. Et nous sommes parties. Quand je suis arrivée devant ces grosses grilles, j'ai su que c'était la fin du voyage, la sécurité retrouvée. »

Anne-Marie, trente ans, une petite femme blonde aux traits fins, charnel noir larmé argent, est mariée depuis onze ans à un pied-noir. Il tient un bar, rejoint de plus en plus

souvent les clients de l'autre côté du comptoir, commence à battre sa femme. Une femme soumise, tout à la fois barmale, cuisinière, domestique, dévouée dans un cercle de famille envahissant. Le mari l'a, de plus en plus fort. En octobre 1976, Anne-Marie est hospitalisée avec un tymphon crevé. « On m'a tellement rabalassée... Aujourd'hui, j'ai repris confiance en moi, j'ai trouvé à Paris un emploi de bureau, bientôt j'aurai un logement à moi. »

Maria, vingt-cinq ans, est là depuis cinq mois avec Sandrine, trois ans, et David, six mois. Une jeune femme, elle aussi, débranchée du Sud-Ouest sans logement, sans argent. Le mari est incarcéré à la Santé pour avoir, avec des copains, fracturé une cave, un jour où il ne savait où dormir. « Je suis allée voir une assistante sociale ; au début, elle me proposait de me mettre dans un foyer, les gosses dans un autre. Eux ensemble, ici, c'est ce qui plus beau. »

Idem, c'est la Briche (1), un foyer d'hébergement du Secours catholique. Cent quatre-vingt hectares de forêt dans l'Essonne, à 35 kilomètres au sud de Paris, juste à la limite de la Seine. Un ancien château du quatorzième siècle offert par Louis XI à son maître d'hôtel, où quatre siècles plus tard Alfred de Vigny rencontrait l'une de ses belles amies. Les dépendances ont été restaurées, de petites maisons construites sous les grands arbres du Liban. Deux moutons paissent derrière une barrière. Le poney va mûrissant. A la Briche, tout peut recommencer.

La vocation de ce centre ? « Accueillir des femmes en difficulté morale ou matérielle, avec leurs enfants, quand aucune autre possibilité ne s'offre à elles », explique M. Alfred Tricot, qui dirige la Briche avec sa femme. Peu de femmes abandonnées — celles-ci gardent le logement. Quelques mères célibataires vivant seules. Mais aussi tout à 85 %, des femmes qui ont fui loin de chez elles une vie conjugale ou maritale devenue intolérable. 51210 Saint-Julien-de-Puyguyon, Tél. : 491-42-12.

FRANÇOIS BOTT.

nabie : alcoolisme, violence, le carde infamant. Ces femmes-là ont connu la rupture. Volontairement, elles ont quitté la sécurité, l'habitude très relative, un certain confort matériel, parfois, la routine en tout cas. Cela explique la passion qui les anime. « Lorsque leur couple n'allait pas bien, elles n'ont pas cherché un autre homme, un autre foyer, une autre sécurité. Ces femmes sont fidèles, c'est pour cela qu'elles sont ici. Cette passion qu'elles ont pour leur mari, c'est une révolte contre ce qu'elles en supportent. »

« C'est la seule fois que je pars si c'est la dernière », dit Anne-Marie. « Je suis partie assez souvent et revenue, dit Jeanne, vingt-sept ans, deux enfants, dont un de quatre mois. Mais depuis que j'ai le bébé, d'est dégoûté, je ne reviens plus. » Le point de non-retour ? Voir. A leur sortie de la Briche, la moitié de ces femmes reprennent la vie commune. « Ces reprises, précise M. Tricot, ne sont pas des capitulations de l'un par rapport à l'autre, mais le résultat d'une négociation, un véritable redémarrage. La rupture a ses vertus. Elle permet à des vies mal liées qui traînent leur misère de se redresser, de prendre un nouveau départ sur d'autres bases. Pour certains hommes, la femme fait partie des meubles, faite pour faire l'amour comme le réfrigérateur pour conserver la viande. La femme attend plus de la qualité de la vie que du matériel, elle est plus porteuse de valeurs spirituelles. »

Ainsi de cette femme venue se réfugier à la Briche pendant trois mois avec ses trois enfants, de huit, six et trois ans : son mari, quarante ans, transporteur international, roulait à travers l'Europe, avait touché jusqu'à 15 000 francs par mois. Son projet de vie : gagner le maximum d'argent tant qu'il était jeune et costaud. Il roulait en 504, avait sa femme d'apparence ménagère, de maison de campagne, de voiture. Elle avait besoin d'autre chose.

GUILLAUME DE SAIRIGNÉ.

(Lire la suite page 15.)

MÉTRO

La vie en rose

PENDANT l'hiver ou pendant l'été ? Peu importe, c'est dans le métro. Depuis lors, très loin, juste avant d'emprunter le long tapis roulant de la station Montparnasse, on l'a entendue. On ne peut y croire. La voix, pourtant, emplie le long tunnel. On dirait que les conversations se sont cachées dans la chuintement du carroussel. On s'arrête et on se laisse transporter par le tapis en s'accrochant à la main courante. Ne pas faire deux choses à la fois écouter seulement. On peut localiser la voix. Elle est au bout du tunnel, c'est sûr maintenant. Cette force, ce style, cette vibration qui se propage droit au creux de votre émotion. Un disque ? Impossible. D'ailleurs aucun instrument ne l'accompagne. « À capella », comme disent les compositeurs.

Plus on approche et plus le doute se transforme en certitude. Non, malgré la chaleur de la voix, malgré la justesse, la couleur, la présence, ce ne peut être elle. Et d'abord, elle est morte depuis longtemps. Et puis il y a cet accent étrange et si doux.

Mais qui peut donc, avec autant d'aplomb, chanter la Vie en rose dans le métro ?

Une troupe compacte de badouins s'est formée qu'on franchit avec peine. Enfin, on la voit. C'est un petit bout de femme douée d'un coffre et d'un organe extraordinaires. C'est une Noire à la poitrine haute.

Elle achève sa chanson. Personne ne réagit. Elle fait fièrement le tour des regards et elle entonne à pleine voix la Froule.

Dans la rue, la petite Edith Gassion n'avait rien de plus que la petite chanteuse noire dans le métro. Elle n'avait même pas à son répertoire les chansons de la grande Piaf.

JEAN CAYÉ.

LE RETOUR

Une boîte de petits pois

UN taudis. Plus qu'un taudis : le taudis d'un taudis. L'expression d'une misère majeure dont le taudis d'événement et la table bancale ne sont que l'une des faces visibles. Les fondements faussés dans l'impasse, l'incapacité d'être, le minimum vital qui est le fruit de l'éducation et sans lequel il est impossible de se comporter.

Un jour, l'homme est parti, laissant la femme et les sept enfants. Ne supportant plus la situation, humiliée par le chômage, la faim, la dépendance du foyer. Depuis trois semaines, il est dehors. « Avec une autre », disent les voisins. « Peut-être pas », dit la femme.

Ce soir-là, au milieu des enfants qui se bécotaient, tombant à la renverse et se relevant, il est revenu chercher ses affaires. Deux valises sont couchées sur la table. Il y a une pelle-mère son fling. Tout semble ridicule : la tautou, les enfants, les valises, les chemises, une paire de bretelles...

Le Père Joseph, du mouvement Aïda à toutes déresses, avait par des volées, se tient au milieu de la place. « Je ne trouve, pour lui, raconte-t-il, aucun mot à la grandeur de sa honte et de leur malheur. » Il savait que ce nouveau départ était une fausse sortie, qu'il attendait que la femme, les enfants, lui disent de rester. « Mais eux, comme moi, n'osons rien lui dire, car notre intuition de pauvres gens devinait que les paroles déformées, diminuant la grandeur des sentiments, les meurtrissent presque toujours. »

A la fin, le Père l'a pris dans ses bras et l'a serré très fort, très fort. Afin qu'il ressente combien tous l'aimaient.

Alors, la femme, tapie dans l'ombre, est sortie de la place du fond, marquée par sa solitude, sa misère. Désignant les gosses, elle a dit simplement : « Il y a trois jours que le placard est vide... Je n'ai rien demandé à personne. »

Elle parlait, sans s'adresser à quelqu'un en particulier : « Il est venu prendre ses affaires. Il repart. Qu'allons-nous devenir ? »

Le Père serrait le bras de l'homme. Les sept enfants continuaient à s'occuper dans leur coin. Autour de la table où se jouait l'avenir d'une famille, tout pouvait provoquer le drame : la plainte de la femme, l'indifférence des enfants, le silence d'un homme humilié.

« Il restera, dit le Père, sinon il ne serait pas revenu. » Ils sont passés tous trois dans la cuisine, où il n'y a plus une miette à trouver, où nulle odeur ne laisse présager la table ouverte. Dans cette glacière, néanmoins, le silence est rompu. L'un assis, l'autre debout.

« J'ai souffert, dit l'homme. — Et nous, dit la femme. — J'ai travaillé, dit l'homme. — Alors, tu es de l'argent ? », Pas de réponse.

Tout à coup, elle comprit que s'il repartait, elle resterait là sans argent, qu'elle supplierait, qu'elle mendierait. Et dans un sanglot : « Sais-tu que j'ai vendu une boîte de petits pois pour t'écrire ? » Une boîte que le voisinage lui avait donnée, le signe d'un soutien, le cri de la désespérance.

« La vendre, écrit le Père Joseph, c'était la révélation d'un amour insupportable qui relègue la faim, la souffrance, la honte au dernier plan. »

A nouveau le silence. Tout avait été dit. Les paroles étaient inutiles.

Quand le Père les quitta, il savait que lui ne repartirait plus, qu'il était assez fort désormais pour supporter les ralleries du voisinage, parce que « l'un et l'autre s'étaient redonnés l'amour. »

Sur le pas de la porte, la petite de sept ans le tenait par la main, la pressant à petits coups comme pour dire « merci ». Il pensait à cette boîte de petits pois vendus pour acheter un timbre, afin d'écrire à l'homme en fuite, pour lui dire qu'il était toujours aimé. Cette déclaration d'amour, les enfants l'avaient-ils entendue ? Sans doute. D'ailleurs, ils n'avaient pas besoin de cette preuve ; ils savaient.

JACQUES VANDER ELST.

Au fil de la semaine

La cause des femmes

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

« **L'**HOMME est écartelé tout au long de sa journée entre sa femme, ses enfants et ses multiples tâches... Au cours des repas, il doit écouter, consoler, conseiller, remonter le moral, arbitrer et juger les discussions. Il faut qu'il veille à soutenir la fragile équilibre familial... Il ne se trouvera personne dans la famille pour savoir ce que nous pourrions aimer pour nous distraire... Se réaliser sans gêner les goûts et les libertés des autres ? Dans une émission de radio, n'a-t-on pas interviewé plusieurs hommes pour leur demander quel était le rêve de leur vie. Les réponses étaient invariablement : « Mon rêve serait d'aller quelques jours quelque part seul. » Que demandez-vous ? Pouvoir consacrer à nous-mêmes un peu de temps, ne pas être sans arrêt sollicités, écouter le chant d'un oiseau, rêver... »

Arrêtons là ce « témoignage » malicieusement truqué. Car, d'un bout à l'autre du texte qu'on vient de lire, on croit « homme », chaque fois qu'il était écrit « femme », et inversement. En fait, cette page est extraite, dans sa forme initiale et non modifiée, du « programme commun des femmes » (1) que vient de présenter, au nom du mouvement Choisir, M^{lle} Gisèle Holmi, en même temps qu'elle annonçait l'investiture accordée à cinquante candidates (et leurs cinquante suppléantes) pour défendre, contre tous les partis, « la cause des femmes ».

ON aurait pu choisir bien d'autres pages du livre de M^{lle} Holmi pour leur faire subir ce méchant traitement. C'est un jeu un peu facile, il faut le reconnaître. Il comporte un enseignement : dans les proclamations féministes, on perd trop souvent de vue que beaucoup des questions posées, des exigences avancées, des situations décrites, ne sont pas particulières aux femmes, qu'elles sont moins affaire de sexe que de classe, de place dans la société, de système ou de niveau de vie et qu'un grand nombre gardent toute leur valeur si on les envisage de l'autre côté, celui des hommes.

Avancer cette idée, c'est déjà encourir l'accusation de sexisme, tant est exacerbée la susceptibilité des militants du néo-féminisme. Et la sagesse, la prudence au moins, serait de s'abstenir de commenter de quelque façon que ce soit le « pro-

gramme commun des femmes ». Cependant — et pourquoi ne pas le dire ? — un homme, même s'il ne se croit, ne se sent, ne se veut pas sexiste, éprouve une gêne, une sorte de malaise, à la lecture de certaines pages de l'ouvrage de Choisir.

D'abord, il se sent seul et malodorant. « Certes, la déesse mère, lit-il par exemple, est devenue mince et cherche à plaire puisqu'elle peut enfin se lever la tête avec le shampooing de son ravissant bébé. Il semble que ce lavage de crâne quotidien ne concerne pas les hommes, qui sont, eux, inextinguibles par la soif et par les odeurs désagréables puisque seule la femme doit utiliser la bombe machine pour vaporiser ses aisselles et entretenir... Certes, la gardienne du foyer, qui, elle, peut avoir des formes ovales, a quitté sa grotte originelle pour une cuisine en Formica rutilante, mais le liquide lui permet aussi de se mirer dans ses assiettes... C'est le comble de la décadence ! On en croit l'histoire de sa vie. » On se demande avec quelque inquiétude quels hommes — et quelles femmes — fréquentent les auteurs de telles diatribes.

Encore ne s'agit-il là que d'aigner et de mépris. Mais que penser alors de toutes les généralisations, de tous les procès, de tous les jugements à l'emportepièce qui font des hommes, tous et toujours, des sadiques, des goulots et des oppresseurs ? A chaque page ou presque, sous dix formes, c'est le leitmotiv. Le violeur : « Il n'est pas un psychopathe (1 %), mais un Français moyen, ordinaire, bien de chez nous. » La brute : « Côté vie privée, [la femme] doit être prête à supporter, du quasi-inévitable époux ou compagnon, ses horreurs, ses relations, son rythme sexuel. » L'exploiteur : « Les femmes... savent combien ces efforts épuisent dans un climat affectif où elles auraient dû être aidées et où elles se sont trouvées exploitées, d'une façon plus ou moins consciente, par leurs maris ou leurs amants, indifférents à ce qu'il n'était pas leur corps à elle ou les enfants issus d'eux. »

Le salaud : « Les hommes s'échangent les femmes, c'est entre hommes qu'ils se racontent (trivialement ou dactylographiquement) leurs prouesses... » L'ennemi : « Bien sûr, nous nous battons sur le terrain de l'ennemi. Mais c'est lui qui nous y a entraînés. » L'hypocrite : « Il est

évident qu'il y a un certain nombre d'hommes qui sont ouverts à une libération limitée de la femme... Ces hommes sont pour la pilule, pour une libération de l'avortement (voilà qui va leur simplifier la vie vis-à-vis de leurs petites amies)... Le tyran : « L'homme détenteur de pouvoir quantitatif : pénis + fric + savoir = jouissance, écarte la femme... des grands courants de son histoire. »

Que reste-t-il ? La famille, le couple : « Si tel ou tel vise est la suppression de la famille patriarcale... peut-être serait-il nécessaire pour atteindre ce but de supprimer la cohabitation du couple pendant au moins une génération... Les femmes elles-mêmes ne sont guère mieux traitées : « Nous ne voulons pas être réduites à des rôles : mère, courtisane, putain, mineure sexuelle. » Et encore : « La femme, sexuellement et économiquement inexistante », condamnée à « l'esclavage des maternités successives » par « une société oppressante et sadique... » Et que les hommes n'essient pas de se racheter de leur indignité, ils n'y parviendront pas : « Prière aux hommes bien intentionnés : faites, nous vous en supplions, qu'ils cessent de nous vouloir du bien, cela nous fait trop de mal. »

La haine : voilà ce qui s'exprime à chaque page de ce singulier programme commun proposé aux femmes. Et qui explique la gêne, le malaise qu'un homme ne peut pas ne pas ressentir à sa lecture, si compréhensif, si résigné, si masochiste même qu'il puisse être.

Certes, ces outrances, ces virulences ne sont pas tout le livre, si elles en reflètent bien l'esprit. On trouve aussi dans l'ouvrage de Choisir un certain nombre de propositions concrètes d'ordre social, juridique, fiscal, culturel, etc., qui sont souvent intéressantes, parfois judicieuses, voire urgentes et excellentes (2).

Toutes ces « propositions » sont imprimées en caractères gras à la fin de chaque chapitre — c'est donc là l'essentiel — et certaines paraissent, à vrai dire, plutôt cocasses tandis que d'autres laissent rêver. Ainsi, comment « par un accroissement de la communication directe entre femmes — sans passer par la médiation de l'homme — permettre de lutter contre l'isolement,

de découvrir dans le concret leur réalité sexuelle, de ne plus recevoir le savoir de spécialistes au prestige usurpé et au savoir incertain... » ?

Que signifie « favoriser par tous les moyens l'expression de la femme en dehors de tout contrôle, de tout jugement et de toute répression ou pression directes ou indirectes » ? Faut-il vraiment « que les médias diffusent la véritable image de la lesbienne et détruisent ainsi l'image faussée et corrécturaire qui en est faite » ? Doit-on réellement, « à partir de la classe de quatrième, parler de la contraception, de l'avortement, du plaisir, de la liberté de choix de sa sexualité... » ?

Des femmes, de milieux et de cultures très diverses nous dit-on, se sont réunies, ont travaillé des mois à préparer ce livre, ont pesé et discuté chaque mot, chaque proposition. Comment ont-elles pu en venir à un tel paroxysme de haine à l'égard de l'homme, d'aversion envers l'amour dans le couple, d'exécration de la famille ? Caricature de la sexualité, rejet furieux des sentiments les plus ordinaires — la pitié, la tendresse, l'affection, — mépris aussi, très souvent, à l'égard des femmes, ces pauvres esclaves si aveugles, si stupides qu'elles en viennent à aimer leurs bourreaux, et débiles parfois au point de choisir de rester au foyer pour élever leurs enfants. Une fois encore, de quels hommes, de quelles femmes parlent-elles ?

Qu'il reste beaucoup à faire dans les lois et plus encore dans les esprits et les habitudes pour que la femme puisse accéder à une réelle liberté, à une véritable indépendance, pour qu'elle soit vraiment égale dans la différence, qu'il le conteste-t-on ? On comprend bien aussi qu'il faut faire la part de la provocation calculée et que, pour avoir de meilleures chances d'être entendues, puisqu'elles pensent que l'homme, leur ennemi, refuse de les écouter, les militantes de Choisir aient voulu crier très fort. On ne peut toutefois s'empêcher de penser que, en attirant ainsi la haine, les auteurs de ce brûlot discréditent bien plus qu'elles ne la servent la cause qu'elles prétendent défendre, la cause des femmes.

(1) Gassiot, 389 p., 35 F.
(2) Voir dans le Monde du 7 février la chronique d'Anne Chateaubourg et dans le Monde du 10 février les commentaires de François Giroud et Liliane Breuil.

sous la Main

L'impartialité, ici et ailleurs...

Des comédiens sans paradoxe

par CLAUDE SARRAUTE

La télévision n'a pas l'habitude de se remettre en question, de s'interroger sur elle-même, sur sa nature, sur son rôle et ses limites. Surtout dans le domaine des informations. C'est pourtant là, au cœur de ses contradictions, qu'on la sent la plus vulnérable, qu'on la juge, qu'on la juge, qu'on la discute. Et pas seulement chez nous. On l'a partout de mesure non impartiale, et l'on reste, partout, confondu : les gens lisent peu, n'écritent pas, comprennent mal et ne croient que ce qu'ils voient. A l'écran. Quand ils le regardent.

Or compter sur la télé pour se tenir informé et se faire une opinion, c'est demander l'impossible, c'est prendre le théâtre du monde pour un théâtre d'ombres, c'est oublier que le texte du journal de 20 heures sur l'une ou l'autre de nos chaînes occupera à peine dix de ses colonnes. La place à l'écran se mesure en secondes, la seconde à cent quatre-vingts pour chaque litre, un gros litre forcément. Inscrit au sommaire de ce qui relève moins de l'organe de presse que de l'entreprise de spectacle.

Entre l'imprimé et la radio, il n'y a qu'une différence de degré : ici et là un seul langage, le mot. Entre la radio et la télé, il y a une différence de nature : au mot

s'ajoute l'image, autre langage, celui du cinéma, disait à peu près Jacques Godbout, de Radio-Canada, lors d'un récent colloque sur l'information télévisée organisé, chose rare, par le P.D.G. de la société.

C'est encore plus vrai qu'on ne croit. Certains se rappelleront la célèbre colère télévisée de Walter Ulbricht, le président de la R.D.A., accueillie avec un calme souriant, un calme... réticent, par Daniel Schorr, reporter-vedette de la C.B.S. américaine à l'époque. Son patron lui-même s'y est laissé prendre, lui qui était pourtant du bâtiment — « Quel sang-froid ! Compliments ! ».

Force a été de lui expliquer que c'était truqué, qu'on tourne après coup, qu'on introduit au montage des plans dits « de réaction », sans aucun rapport, souvent, avec l'attitude adoptée devant l'interlocuteur au cours de l'entretien. Quel ? Comment ? Interdiction a-b-a-o-u-e d'employer dorénavant de tels procédés. On a obéi un temps, et puis on est revenu à une pratique courante (bien qu'on s'en défende évidemment) en se contentant de demander l'autorisation de la personne intéressée quand on est tenté de changer jusqu'à la formulation des questions qui lui avaient été posées. Seul le direct évite ou empêche, selon les points de vue, ce genre de procédés.

(Lire la suite page 12.)

L'INA SE RAMIFIE

D'autres réseaux

L'INSTITUT national de l'audiovisuel commence à avoir ses échos d'usage de marque : de tous les organismes issus de l'éclatement de l'O.R.T.F., c'est la structure la plus ouverte, celle qui par nature accueille les recherches, les idées, et en renvoie d'autres, dans toutes les directions de l'audiovisuel : on se met à s'adresser à elle dès qu'une expérience se monte. Aux journaux régionaux des audiovisuels, aux journaux régionaux des audiovisuels, aux journaux régionaux des audiovisuels (la V.A.L.), les quatre représentants de l'INA ont dû s'expliquer sur leur institut, mettre un terme aux malentendus suscités soit par une méfiance des militants à l'égard de l'institution, soit par une attente naïve de groupes démunis : chaque fois, le pouvoir de l'INA était surestimé et ses fonctions mal comprises, notamment en matière de décentralisation, d'action régionale.

L'INA (parent pauvre de toutes les agences), n'est pas un organisme « audiovisuel ». Il permet à un certain nombre d'expériences puissent exister, que le débat se développe et se ramifie, rappelle M. Henri Delapierre, responsable de l'action régionale de l'administration centrale.

Quatre zones sont pour le moment concernées par l'action régionale de l'INA, qui répond à des demandes de formation, aide matérielle, de documents, ne participe à l'organisation de rencontres ou de festivals : les pays de l'Adour (Sud-Ouest), la région de la Loire, le Nord-Pas-de-Calais, et enfin, le Sud-Est, où Henri Dumolli, député régional, travaille avec une centaine de partenaires divers depuis deux ans, et est de plus en plus orienté, répercuté la demande vers l'organisme qui pourra la satisfaire.

A moyen terme, ce sont sans

doute de nouvelles structures audiovisuelles qui vont se créer dans les régions et qui concerneront aussi bien la production que la diffusion ou la formation. Le projet de vidéothèque régionale de l'INA va dans ce sens : c'est l'instrument des réseaux régionaux (lire l'article de Jean Contrucci).

Mais ce vers quoi tendent toutes les recherches de l'INA, c'est, à long terme, impliquer tout le public, les acteurs sociaux, les militants, dans ce processus de communication audiovisuelle : à travers l'acquisition d'une maîtrise technique, amener les gens à réfléchir sur ce qu'ils reçoivent, à modifier leurs exigences envers la télévision : on pourra alors parler de renouveau des processus de création, amener sur l'écran collectif des produits amateurs.

A Montpellier, trois commissions avaient repris les thèmes sur lesquels travaille l'INA : expérimentation, changement social, nouvelles pratiques et reproductions, et enfin les structures. Dans cette dernière commission, on a parlé en termes de pouvoir, en présence d'élus, de hauts fonctionnaires, de représentants de l'INA et de groupes militants. Le V.A.L., exemple d'une relation étroite avec les élus locaux, puisqu'il reçoit 500 000 F du conseil général de l'Hérault (auxquels s'ajoutent maintenant ses recettes propres) et que son vice-président est le conseiller général socialiste Gérard Samuël, apparaît un peu comme le prototype d'une organisation réussie.

Au cours d'un débat, certains animateurs ont évoqué la fragilité de leur situation de contrainte. On n'a pas manqué alors de faire un rapprochement avec la situation des chargés de mission de l'INA.

CLAIRE DEYARRIEUX.

Mémoire provençale

UNE partie des bâtiments de l'ex-grand séminaire de Marseille, situés dans les quartiers nord et récemment acquis par la ville, va être affectée à la première vidéothèque régionale créée en province, et qui ouvrira ses portes début 1979. Un accord est intervenu entre l'Institut national de l'audiovisuel (par l'intermédiaire de son chargé de mission régional, M. Henri Dumolli), la ville de Marseille, le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'office régional de la culture, le conseil général des Bouches-du-Rhône et FR 3-Marseille.

L'objectif est de regrouper sur 1500 mètres carrés équipés de salles de projection, de travail, de stockage, de documentation, tout ce qui peut alimenter une « mémoire audiovisuelle régionale », qui concernera les

six départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Une équipe bilingue sera chargée, d'une part de la conservation et du travail d'archive, sur tous les documents audiovisuels concernant la région et, d'autre part, d'une action de diffusion-animation destinée au public.

La conception et la réalisation du projet ont été confiées au chargé de mission de l'INA, M. Dumolli, en collaboration avec les différentes « parties prenantes ».

« Pour développer une mémoire audiovisuelle régionale, explique ce dernier, nous commencerons par « rapatrier » ce qui s'est fait à l'échelon T.V. nationale et qui concerne Provence-Alpes-Côte d'Azur ».

JEAN CONTRUCCI.

(Lire la suite page 14.)

UN POINT DE VUE SUR LES RADIOS LIBRES

Tous ces rendez-vous manqués

par TONI ARNO (*)

La question des radios libres et locales est un angle nouveau pour aborder la réalité sociale de 1978. Force nous est de constater que, jusqu'à présent, le débat à cet égard n'a guère dépassé quelques images, dont la persistance rétrospective du mal à s'évanouir.

La première serait : radios pirates, radios libres, radios indépendantes sont les démons qui vont sortir et danser une anarchie égarée pour peu que la trappe du monopole soit soulevée. C'est aussi la vision française de l'exemple italien. La deuxième serait : les radios libres, économiquement, sont les moyens de la démocratie directe à l'échelon local, les moyens de communication à l'échelle humaine, la voix des quartiers. La troisième serait : radios militantes, radios de combat, en liaison avec les luttes, moyens de coordination en remplacement d'une organisation qui n'existe plus. On pourrait en aligner ainsi quelques autres, allant du trouble de jouissance à la conspiration mondiale, mais la presse s'en est déjà faite l'écho.

Il faut remarquer tout d'abord qu'en France le phénomène des radios libres est pour l'instant davantage un phénomène de presse qu'une présence radiophonique nouvelle. Devant l'opposition résolue de l'Etat, l'initiative de la presse maintient la question posée et influe naturellement à son tour sur son développement. C'est ainsi que le média de diffuser la réponse qui ressemble au procédé administratif bien connu : un fait nouveau se produit, on commence par le résumer et on discute avec ce qu'il en reste.

Il est surprenant pour beaucoup qu'un objet familier qu'est le transistor soit tout à coup investi de vertus si multiples. M. Le Tac, dans son rapport à l'Assemblée nationale de l'automne, le considère : « Il ne faut pas néanmoins s'aveugler : les radios locales entrent à leur heure dans la vie des Français, en province principalement, et force est de constater que la présence anarchique des radios pirates et le vacuum fait autour ont contribué à faire prendre conscience aux Français qu'au-delà des radios nationales et régionales il y avait peut-être dans la radio locale un moyen de participation et de communication qui était plus à la portée de chacun d'entre nous ».

En attendant, sur le plan radiophonique, la comparaison avec la France est en retard. Dans le cadre d'un dialogue imaginaire, M. François Biffert-Durand lui répondrait : M. Le Tac ce qu'il écrit en 1975 : « Cependant, il reste possible de tirer profit du retard, de l'expérience et des circonstances

pour aménager heureusement l'avenir, en n'hésitant pas à reconnaître fondamentalement le schéma ancien. » Et il ajoute : « La radio est devenue socialement aussi indispensable que l'électricité ».

Nous savons donc que le style radio-P.T.T., où une minorité d'éditeurs vient une écrasante majorité de destinataires est caduc. Nous savons aussi qu'il y a eu, dans l'histoire de la radio en France, sinon des radios libres du moins des radios locales. Nous savons encore que la question des radios libres intéresse la plus grande partie du public, la même d'ailleurs qui, après des décennies d'habitude d'écoute, allume ou ferme son poste plutôt qu'il ne cherche à varier les stations, dont le choix est certes cruellement limité. Que conclure donc dans un premier temps ? Que la radio touche les gens dans leur intimité et que, précisément à cet endroit, ils ne tiennent pas à bouleverser leurs habitudes.

Là où les gens vivent

Il ne convient peut-être pas de poser la question en termes d'auditoire. Considérons plutôt que la modernisation de la radio sur le plan technique, la stéréophonie, la modulation de fréquence, se doivent de prendre leur source — grâce à une mobilité accrue permise par le progrès technologique — là où les gens vivent et travaillent. Par rapport aux radios libres, la radio nationale tend à se moderniser et à changer le type prédominant de participation.

Il est vrai que, parmi tous les médias, la radio est le seul qui n'interrompt pas toute autre activité, qu'elle véhicule un univers sonore, qui ressemble fort aux bruits ambiants qui nous entourent, les moments les plus divers de la vie.

Donc la radio nationale, ou les radios à couverture nationale, le service public et les radios privées, non contentes de leur monopole, se servent du temps qui passe pour réorienter le besoin de radios libres en faisant appel à la participation de l'auditeur. Ces institutions « donnent » le parole parce qu'il est convenu que l'autre, « l'auditeur », a quelque chose à dire, et qu'il faut bien se résoudre à rompre une unilatéralité absolue. On le somme donc, par l'intermédiaire du téléphone, d'annoncer une réalité qu'il ne comprend plus parce qu'elle est faite essentiellement par et pour ceux qui mènent le jeu.

Ici commence une partie entre questionneur et questionnés, où les rôles vont devoir s'interchanger. En fin de compte, qui sont les ques-

tionneurs qui auront à répondre ? Psychologues, sociologues, médecins, juristes, « encadreurs » de toute sorte qui sont là pour solliciter le même délire de drames humains. A un bout du fil, la masse, le peuple, et à l'autre bout, le personnage de préca, mais seulement le consensus, celui qui est fabriqué et dont on vérifie bien qu'il existe, les sondages prouvant qu'en fin de compte personne ne parle à tout le monde.

Le public spectateur

Il s'agit là d'un palliatif qui ne saurait être employé longtemps, et aucune modernisation ne remplacera la tendance vers une expression radiophonique renouvelée. Mais il est vrai également que, malgré son intérêt pour la question, le public n'entreprend aucune action d'envergure pour exiger des changements dans ce domaine, qu'il reste un peu spectateur et attend la suite des événements.

Il faut aussi remarquer qu'aucun changement de la radio ne peut se substituer à la communication inter-individuelle, que la radio même libre reste une médiation. D'après seulement que la radio libre prendrait sa réalité sur une communication sociale accrue, qu'elle aurait pour effet une sensibilisation plus importante à la vie courante. Ainsi la radio pourrait devenir, au-delà d'un aimable divertissement, le révélateur immédiat d'une réalité sociale en plein changement, une diversité de voix qui en rendrait compte.

Cependant, il faudra bien se réveiller d'une naïveté qui a encore cours : rien ne pourra empêcher dans les expérimentations actuelles et à venir les intérêts politiques et commerciaux de s'emparer de ces nouveaux moyens que seront les radios locales. Mais il y aura tout de même un temps où les tentatives de radio libre qui auront se dégarer des chansons trop bien connues d'avance.

Justement, regardons maintenant la réalité de la France. Le départ sous l'égide de l'écologie et, malgré le temps qui passe, l'absence, encore, d'une réflexion constante sur ce problème étaient suffisamment une situation embryonnaire. Il y a un indiscutable désir de création de radios libres chez ceux qui, à aussi, paradoxalement et malgré les difficultés matérielles, s'obstinent à croire que faire de la radio est facile.

(*) Ecrivain, rédacteur en chef de la revue *Écriture*.

Ce piège technologique n'est pas sans effets dissuasifs puisque ces pionniers ont du mal à comprendre encore qu'il y ait un tel refus de la part des autorités, même envers un stade quasi artisanal d'émissoires. De vieilles querelles resurgissent : d'un côté, des gens qui ont des idées mais qui ne connaissent pas très bien le fonctionnement de l'outil radiophonique ; de l'autre côté, des professionnels qui maîtrisent l'outil radiophonique mais auxquels on reproche d'être des prisonniers et de manquer d'idées : leur contenu devrait se faire mais la situation présente l'empêche de se produire.

La radio est un moyen dont le développement a été conditionné par le langage de ses employeurs (politiciens, commerçants, artistes) qui en ont fait ce qu'ils ont voulu. Le potentiel de la radio a été sous-utilisé. Entre les mains de gens qui, avec les meilleures intentions, ne connaissent pas l'écriture sonore, la radio libre ne risque pas d'être radiophoniquement intéressante. Exprimer des besoins nouveaux sans la pratique de l'outil leur retirera beaucoup de leur relief, de leur consistance. Là aussi une période d'expérimentation, d'apprentissage, est nécessaire.

Tout, sauf les entendre

Mais il est évident que, pour cela, la possibilité d'émettre doit exister au tant que condition sine qua non. L'interdiction d'émettre n'est qu'un moyen de faire de la radio. Cette situation rive l'attention des expérimentateurs sur la possibilité technique d'émettre et sur l'impossibilité d'en vérifier le résultat. Elle contraint à s'occuper surtout du moyen et à s'abstraire de la fin et du contenu. Enfin, elle contribue à ce que le débat lui-même plonge plus, avec les radios libres, on peut tout faire sans les entendre.

Nous pouvons d'ores et déjà tirer quelques conclusions : qu'il y a une série de convergences qui ne s'opèrent pas encore : que le débat a du mal à s'engager, tant il est poussé vers des impasses, d'où il a du mal à revenir vers l'essentiel ; qu'enfin l'absence de débat recoupe une autre absence plus importante : comment poser la question sociale dans le monde contemporain.

Mais, dès à présent, ces ébauches de stations locales imposent que l'on s'interroge : qu'est-ce qui pourrait se dire par ces canaux spécifiques ? Et encore : les intérêts que ces canaux suscitent sont-ils uniquement d'ordre radiophonique ou surtout d'ordre économique ?

Une antenne communautaire à San-Francisco

JEANS serré, boucle d'oreille assortie à la barbe argentée qui trône sur son visage noir, tel est George Kelsey, le très sérieux manager de K.P.O.O. Community Station. Il représente avec cinq autres amis, tous noirs aussi, l'équipe dirigeante de la station. De toutes les chaînes de radio de San-Francisco, K.P.O.O. est sans conteste la plus marginale. Installée dans un vieux garage situé dans un quartier pauvre de la ville, K.P.O.O. laisse ses portes ouvertes en permanence à tous. Son objectif principal atteint depuis quatre ans maintenant, est de représenter et d'attirer les différentes communautés (culturelle, politique, ethnique) de San-Francisco en diffusant des programmes conçus et réalisés par les auditeurs eux-mêmes. Sur les cent vingt personnes qui y travaillent, seuls George et son équipe sont des permanents, payés à temps complet. Les autres assurent à tour de rôle, bénévolement, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, toutes les tranches d'émission.

L'origine de K.P.O.O. remonte à une dizaine d'années. La station appartenait alors à un groupe de hippies fortunés. Le matériel était excellent mais la musique un peu trop « planante, hippie, blanche ». Ces gens-là n'avaient aucune conscience politique ou communautaire : ils ne pensaient qu'à la drogue et à leur musique, explique George. Peu à peu, cependant, certains éléments des diverses communautés de la ville réussirent à s'infiltrer et à imposer d'autres formes de musique et d'information. L'idée germa alors de créer une station pas tout à fait comme les autres, non commerciale, mais financée par les auditeurs. K.P.O.O. fut donc rachetée, mais certains des hippies, en désaccord avec la vente, quittèrent les lieux et emportèrent les trois quarts du matériel. Coup rude pour les nouveaux propriétaires, mais San Francisco Bay Area's Community Station était née.

Les débuts furent difficiles. Le matériel était réduit et K.P.O.O. ne comptait aucun technicien compétent. Un soir, un auditeur expérimenté par le petit bruit qui brouillait continuellement l'écoute téléphonique pour proposer des services. Je suis ingénieur du son, et si quelqu'un peut venir me chercher, je pourrais éliminer ces parasites. L'auditeur insaisissable est devenu, depuis, l'ingénieur du son de la station.

K.P.O.O. ne fonctionne que par et pour ses auditeurs, qui financent une grande partie des 75 000 dollars annuels dont la station a besoin pour subsister. Le reste provient de subventions allouées chaque année par différentes fondations de la ville. Mais malgré ses sympathies évidentes pour l'extrême gauche et les mouvements marginaux, K.P.O.O. n'accroche de programme d'aucun parti politique. Elle se veut avant tout une radio libre. Les décisions les plus importantes, surtout pour ce qui concerne la gestion des fonds, sont prises en commun par Kelsey et les autres, Craig, Michael, Rosalynn et Joe, respectivement ingénieur du son, directeur des programmes, directeur de l'information. Ils se réunissent chaque lundi matin pour discuter de ce qui va se passer dans la semaine. Le programme des émissions est en général établi tous les six mois.

K.P.O.O. fonctionne dans les deux sens. Elle informe chaque communauté de ce qui peut l'intéresser spécifiquement, mais, en revanche, attend beaucoup de ses auditeurs. Tous ceux qui le désirent peuvent venir apporter des informations (annonces ou comptes rendus de manifestations, nouvelles politiques ou sociales) et, éventuellement, en parler directement à l'antenne, soit au journal du matin (de 7 heures à 10 heures tous les jours), soit dans l'une des émissions hebdomadaires réservées à chaque communauté. Chaque semaine, les femmes s'adressent aux femmes, les homosexuels aux homosexuels (ils sont légion à San-Francisco).

Dans la stricte légalité

Il y a des émissions pour les « chômeurs », dont le nombre va en s'accroissant dans la ville, pour les prisonniers, pour les Noirs, en fait, pour chaque catégorie déterminée de la population marginale de la ville. Mais K.P.O.O. est également sursumme la radio du tiers-monde, car elle réserve une large part des émissions aux communautés ethniques, dans les nouvelles et dans la musique.

K.P.O.O. s'intéresse aussi, pour ne pas dire surtout, à la politique. Ses membres mènent actives campagnes en faveur de la liberté des prisonniers politiques et participent, par le biais

des ondes, à toutes les luttes des minorités engagées dans un combat contre le pouvoir (révolutionnaires, squatters, etc.).

Durant les élections municipales de novembre, la station se battait aux côtés d'Arnold Townsend, le candidat libéral noir du district IV. Tous les lundis après-midi, K.P.O.O. retransmettait en direct de City Hall, pendant trois heures, les discussions du Board of Supervisors, le conseil municipal de la ville. Des personnalités politiques comme le maire de San-Francisco étaient invitées à parler en direct chaque semaine, et les auditeurs téléphoniques et possèdent des questions.

Tout cela s'effectue dans la légalité la plus stricte. Comme toutes les stations de radio américaines, l'existence de K.P.O.O. est parfaitement reconnue. Elle possède une licence et émet sur une fréquence de 75 mètres dans toute la baie de San-Francisco. La municipalité va même jusqu'à lui prêter de l'argent pour lui permettre d'acheter et de restaurer les nouveaux locaux dans lesquels la jeune station compte s'installer prochainement.

Tout n'est évidemment pas si simple. Les dirigeants de K.P.O.O. reçoivent souvent des informations ultra-confidentielles d'organisations politiques « underground » dont les activités intéressent de très près la police. De ce fait, K.P.O.O. est surveillée particulièrement les jours où le journaliste de service diffuse les nouvelles transmises par certains de ces groupes « attentifs », communiqués de presse, enlèvements, etc.

L'équipe de K.P.O.O. a des contacts très étroits avec ces groupes par téléphone, cassettes ou lettres mais fait en sorte que la police ne puisse retrouver leurs traces.

K.P.O.O. Community Radio a deux petites sœurs également installées en Californie à San-Diego et Saint-Rosa, mais qui s'intéressent plus particulièrement aux Latino-Américains, plus nombreux dans le sud de l'Etat. Des radios de ce type, il en existe une bonne vingtaine aux Etats-Unis, qui toutes fonctionnent sur le modèle de K.P.O.O. L'émission mais sans problèmes, elles créent un nouveau type de rapports entre les auditeurs et les médias.

MICHELLE FITOUSSI.

WIRD HL

BRICHE

refuge pour

FRANCE-MUSIQUE

FRANCE-MUSIQUE[illegible]**FRANCE-MUSIQUE**

7 h. 3. Quotidien musiques : 8 h. 30, Météo ;
 9 h. 2. Le matin des musiciens : à 10 h. 30,
 Les musiciens de la semaine ; 12 h. 30, sortires
 en flamenco ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15. Século sacro ; 14 h. Divertimento.
 J. Strauss. R. Schenberg. P. Lehár. H. Bogner.
 G. Krumpholtz. 15 h. 30. Les musiciens de
 Villa-Lobos ; 15 h. 35. Musiques d'ailleurs : Bacheler.
 Cutting Williams. Elgar. W. Watson. M. Arnold ; 17 h.
 30. Les musiciens de la semaine ; 18 h. 30.
 magazine ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45. Invitation à
 la danse : Scherchen, Lenhar ;

20 h. Cycle d'œuvres franco-allemandes, au direct
 de Radio France. Orchestre symphonique de
 Westphalia, direction C. Haller : « Quartette Sym-
 phonique » (C. Ives) ; 21 h. Franco-musical du roi-
 um. « Les quatre continents ». Quintette de piano
 à bémol majeur : (Schumann) ; 23 h. Soirée les
 pavés d'Herbe et Québec : 6 h. 30. Les musiciens
 de la semaine ; 12 h. 30. Sortires en flamenco ;

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Miquette pittoresque; 7 h. 40. Equivalences : Franck, Vierz; 8 h. Studio 197; 9 h. 25. Essais d'analyse : 9 h. 30. Focalism ; 11 h. 15. Les musiciens de la nuit; 13 h. 15. Les musiciens sont muets; 15 h. 15. Les musiciens sont muets musicaux : Brandel, Sammartini, Bach, Haydn, Charpentier, Vivaldi, Neruda, Villa-Lobos, Daniel Lesur; 12 h. 40. Jasez, s'il vous plaît;

20 h. 30. Chasseurs du son stérile; 14 h. Discographie internationale : 19 h. 30. Discographie internationale soliste. Catherine Michel, harpiste, Dusek, 16 h. 30, Britten, et Schmidt; 15 h. 45. Discographie TINA; 16 h. 30. Groupes de recherches musicales de l'INA; 17 h. 30. L'Orchestre symphonique de France, 18 h. 30. midi lyrique : « L'Amour des trois rois » (Montemurri) par l'Orchestre symphonique de Lourdes, direction H. Saint;

20 h. 5. Musique oubliée : « Quatre suites symphoniques » György Pócsik (G. Csáky); par l'Orchestre symphonique de Prague, direction J. Kolibarta; 20 h. 30. Echanges internationaux de Radio-France : Festival de Salzbourg 1997 : « Étienne Levesne », 20 h. 30. Récital, piano : suivi des lieder D 752, D 800, D 718, D 827, D 897, de Schubert; 22 h. 30. France-Musique - Russia; 22 h. 30. Jasez, from; 0 h. 3. Concert de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

7 h 3. Le Musique A musique : Offenbach, David,
Gretry : 8 h. Cantate ; 9 h. 2. Musical gratifié ; 11 h.
Concert du dimanche, en direct du Théâtre d'Orsay ;
12 h. 30. Concert de Paris, avec C. Froy, violon ; J. Verdier,
alto ; L. Grun, piano ; 13 h. 30. Concert de Paris,
J. Casaux, contrebasse ; Trio n° 1 en si mineur
majeur et 4 quatuor en la majeur, opus 114, de
L. Grun, piano ; 14 h. 30. Concert de Paris, avec
homage à André, V. Asmolis : 12 h. 30. Opéra-bouffon :
«Méfist», actes IV et V (Rabaud) ; 15 h. 30.
16 h. 30. Concert de Paris, avec Baskov : 17 h.
Le théâtre des critiques de disques : « Don Juan
travesti » (Mozart) ; 17 h. Le concert d'ensemble de Sierakow
et de la « Société des compositeurs » de Weimars ;
19 h. 15. Musiques chorales : 19 h. 35. Concert de
Paris, avec Baskov : 20 h. 30. Concert de Paris,
avec Baskov : 20 h. 30. Reunions Internationales de Radio-
France. Orchestre philharmonique de Berlin, direction
H. Sierakow : 20 h. 30. Concert de Paris, avec
Baskov : 20 h. 30. Orchestre de chambre : 20 h. 30.
Orchestre (Varèse), avec L. Lortz et T. Murail ;
« Stillest pour orchestre de chambre » (L. Ferrero),
avec L. Lortz et T. Murail ; 21 h. 30. Concert de
(Webers), avec G. Gayot : 22 h. Cantate, opus 31
de la nuit ; Russians ; 22 h. Musiques de chambre ;

FRANCE-MUSIQUE

français : Alain Moens ; 27 h. Postlude ; 18 h. 2. Musiques magazines ; 19 h. Jazm time : jeu de cartes ; 19 h. 48. Concours International de guitare ; 20 h. 15. Les 100 voix : hommage à Georges Brassens ; 20 h. 30. Cycle d'orgue en 4 parties de N. Poulenc de Paris - Éclect Pierre Cochereau : « Symphonie satanique » intégrale (C.-M. Widor) ; « Boîzo pour guitare et percussions » (F. Cochereau), suivi d'Improvisations sur ce thème ; 21 h. 30. France-Musique la nuit : Russlands ; 23 h. Mésalliance de musique : le baron de Sagesse ; 0 h. 5. Russlands (suite).

Vers l'âge adulte

rière sélection
mures de Paris,
autres régions,
sibles à
s à des orga-

identiques se
soit par l'ol-
cinations (in-
en feront
rêts se feront
ion morale
heure de pro-
cessantes-vi-
généraux (10
la spécificité
othèque aura
diffuser la
provenance

ethniques installées en Pro-
vence - Alpes - Côte d'Azur.

Enfin - idées chères à M. Pierre
Emmanuel, président de l'INA -
elle disposera d'un « fonds »
de dramatiques T.V. concernant
la région ou sélectionnées pour
leur valeur artistique. De plus,
elle donnera la possibilité de
constituer une mise en dépôt
légal des œuvres et accueiller
les dépôts volontaires. Le budget
primitif de fonctionnement est
constitué d'une subvention
de 900 F de la part du Conseil
régional, et d'une somme égale
allouée par l'INA.

JEAN CONTRUCCI.

(1) Monde rural, enfance, condi-

chose à l'heure la possibilité de
 élargir de ses problèmes
 la concubine conjugale, de
 les cours d'enseignement
 de cuisine
 sage sur la vie de courtoisie
 femme, retrouve la place
 d'honneur, qui lui va pas sans
 l'un des hommes qui, généralement
 n'ont jamais travaillé,
 une qualification, l'homme
 d'honneur même s'il n'est qu'un
 homme d'honneur. L'homme
 d'honneur est le seul jour la femme l'oc-
 cupe dans sa personnalité.
 L'homme longuement à été la
 vie de Pierre ou de Jean.

Les autres ont été d'abord de
 la vie dans la vie, un autre
 monde à découvrir : la
 vie. L'homme, il faut se l'at-
 tacher par son gain 1500 ou
 2000 francs par mois, ce n'est pas
 de la vie. Et l'homme n'est
 pas H.M. Et l'homme est si
 simple, quelle grande sœur de
 la vie, la vie de l'homme.

La femme n'est pas seulement
 une femme vers l'âge adulte. C'est
 une femme qui accouche, la vie
 est une vie.

La croisade d'un numismate

EVELITA MOOD.

La voix du français

(5) *Le français en contact* avec : la langue arabe, les langues négro-africaines, la science et la technique, les cultures régionales. *Actes des Journées de Sassenage*, mai 1971, 160 p., Conseil international de la langue française, 105 ter, rue de Lille, 75007 Paris. 100 F.

Le Monde

culture

LE JOUR
DES MUSIQUES

Calendrier du rock.

The Jam, au Stadium, le 14 février, à 20 h.; Chicco Corea et Hervé Hancock, le 17 février, au pavillon de Paris; Emorylou Harris, le 20 février, au théâtre Mogador; Tom Waits, le 25 février, au Bus Palladium, à 19 h. 30; Tangerine Dream, le 26 février, à Nancy (Parc des expositions); le 27, à Reims (Opéra); le 28, à Rouen (Parc des expositions); le 1er mars, à Nantes (Palais de la Bouffonnerie); Moma Lisa, le 14 février, à Saint-Denis; L'Attaque Bob Story, le 17 février, aux Andelys, le 23, à Lille, le 24, à Lens, le 25, à Calais; Frank Zappa, à Colmar, le 11 février; Téléphone, le 11, à Beauchamp, le 14, à Nantes, le 16, à Strasbourg, le 22, à Tours, le 23, à Saint-Etienne, le 24, à Grenoble, le 25, à Lyon.

«Interfest 78»
à La Nouvelle-Orléans.

«Interfest 78», qui aura lieu à La Nouvelle-Orléans du 22 juillet au 15 août regroupera cette année le Festival de Jazz, la Fête de la cuisine et du vin, le Festival international du cinéma et sept autres grandes manifestations dans la traditionnelle atmosphère d'hospitalité de la Louisiane. Des concerts rock auront lieu au Superdome, un stade qui peut contenir quatre-vingt mille spectateurs, et un parc de 4 hectares, dédié à la mémoire de Louis Armstrong, sera inauguré en plein cœur de la ville.

Les Bayou Stompers, qui jouent du dixieland mais aussi du blues et du soul, sont venus spécialement à Paris pour annoncer «Interfest 78». Ils se produisent les 11, 13 et 14 février, à 23 heures, à l'hôtel Méridien.

CARNET

Fiançailles
Marlene VAN BENTHEM et Edward BOSGHESTER sont heureux d'annoncer à leurs amis leurs fiançailles le 11 mars.

Décès
On nous prie de rappeler que l'inhumation de

Francis BOCCARA, maître-assistant associé au département de mathématiques de la faculté de Rabat, décédé accidentellement le 13 janvier 1978 au Maroc.

se fera le mercredi 15 février, à 11 heures, au cimetière de Montparnasse-Orge (Boulogne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Guy HATTU, son épouse, Mlle Dominique Amoudru-Hattu, M. et Mme Olivier Amoudru-Hattu, Mlle Chantal Hattu, M. Jean-Pascal Hattu, ses enfants.

Les familles Hattu, Marchand, Maestri, Glandas et Bernanos, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Guy HATTU, survenue le jeudi 9 février 1978. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 février, à 8 h. 30, en l'église Saint-Séverin à Paris (5^e) (Parking Notre-Dame).

L'inhumation aura lieu vers 11 h. au cimetière de Sures-Morainvilliers (Seine).

Ni fleurs ni couronnes. M. Hattu, Paris (5^e).

Mme Philippe Ziskind, son épouse, Mlle Paulette Ziskind, sa mère, Florence et Daniel, ses enfants, M. et Mme Pierre-Bloch et leurs enfants, M. et Mme Bernard Gorny et leurs enfants, Et les familles Ziskind et Pierre-Bloch, ont la douleur de faire part de la mort de

Philippe ZISKIND le 8 février 1978.

L'inhumation se déroulera au cimetière de Bagneux dans la plus stricte intimité.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

54, rue Perrotin, 92 Neuilly, 38, rue Pissier, 92 Neuilly.

Jazz

LES SURPRISES DU TOTEM

Le pot-au-feu de Bernard Lubat

Après le Tabou, le Totem. La filiation est dans le jeu des mots, mais le climat, comme l'imagination, a changé. Nous ne sommes plus en cave, ni dans l'acoustique de l'insolence. Le bar s'ouvre, par les baies vitrées, sur deux autres espaces de loisir, piscine et hall des billards, où, dans la lumière intense, la même verve domine, accrochant le regard : celui de l'eau et du drapeau des tables sur lesquelles, silencieusement, mûrent les boules d'ivoire.

Ce décor compte, évidemment. Le jazz échappe ici à la claustration et s'installe dans la vie nocturne d'un quartier ordinaire. Avec Lubat, il ne s'agit pas d'effacer la frontière qui passe entre la scène et la salle, tandis que sont associés l'acte insolite et l'acte banal, le geste esthétique essayant de rejoindre celui de la préoccupation quotidienne. L'humour — car il y en a beaucoup en ce spectacle où l'on rit souvent — naît de cette réconciliation stérile, manifeste comme un soubait, et provisoirement considérée comme impossible, sans dans le silence.

An début, Lubat travaille. Il fait le pot-au-feu. Les légumes sont tombés dans la marmite. La musique va venir. Avec la sanna que manipule adroitement Philippe Maché, et avec les instruments que Lubat lui-même traite, dans la fiction, comme poivriers et salières, boîtes d'harmonica et gratin pour célébrer-voilà, en un geste léger, nuances et nuances à son, cédilles et glissandos. La musique se modifie de façon très douce, dans un rythme insistant, alors que commence à fumer le bouillon.

L'orchestre aussi se forme, avec lenteur, en cuisine et grandis sur la scène. Les musiciens (ils sont une vingtaine, il faudrait les citer tous) s'alignent, l'un après l'autre, au groupe des premiers participants, pour faire pousser, jusqu'à l'entracte, des buissons.

de velléités, ou étrangler plutôt, des qu'une phrase se dessine, l'habitude qui viendrait d'elle.

La seconde partie est tout autre, avec plusieurs pièces, dont Lubat a pensé le conducteur. Des cellules, préconçues, sont explorées par des groupes, selon l'ordre fixé des enclenchements, non sans que soit préservée la liberté des intervenants que des cellules stimulées, en se déployant de façon linéaire et décalée, comme dans l'écriture, ou en tournant autour du discours du silence, comme c'est le cas en Gémirige.

Il est à noter que, s'il était aidé, s'il connaissait un homme sérieux comme celui dont disposent un Xénakis, un Globokar, un Kagel, Bernard Lubat ne masquerait pas d'admirer — mieux encore, avec la force qui en la sienne — la musique d'aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que les gens du jazz ont, dans le domaine de l'improvisation (sur lequel Beaubourg propose une réflexion en colloque), trois ans de siècle d'expérience, l'héritage de plusieurs générations.

Lubat ne cache pas que les textes

d'André Breton l'ont marqué. Il reprend une expérience que le mouvement des années 20 avait localisée dans l'expression littéraire ou picturale, en négligeant l'immensité du jazz, encore qu'il fût dans l'air et dans la rue de la rue Fontaine et de la rue du Château, ce dernier plus sensible à la musique afro-américaine, dont se disent passionnés, pour se part, l'ex-abbé Gengenbach, qui promettait ses problèmes en Dôme et à la Ronde.

La musique d'Europe trahit alors, dit Lubat, loin derrière, par rapport à certains courants d'idées, dans l'art et dans la vie, ainsi qu'elle l'avait fréquemment fait, notamment à l'époque du romantisme. Il croit que, maintenant, elle efface son regard et intègre, joyeusement, les deux de l'homme, comme le résume ce vers de Jacques Prévert, qu'il a cité, l'autre soir, lorsqu'un objet de cuisine fut renversé par la tempête : « La mer était mauvaise, mais la soupe était bonne ».

Il faut comprendre la musique aussi.

LUCIEN MALSON.

* Prochains concerts du Big Band Lubat, au Totem : les 14 et 21 février, à 21 heures.

Hervé Bourde et Mal Waldron

Hervé Bourde, saxophoniste, Bernard Wilentz, guitariste, et Martin Cortina, batteur, ont fait connaissance jeudi sur la scène du bar Totem. Bourde, qui jouait ses propres compositions, appartenait à une génération montante qui, au contact des anciens, a retenu la valeur du métier et du travail. Depuis huit années, il a traversé divers collaborations, notamment avec Philip et Ted Curson, entre autres, il s'est appliqué toujours à progresser : il est parvenu aujourd'hui à cette faste, cette assurance, cette maîtrise chez un aussi jeune musicien.

Bien que les artistes de jazz soient rompus à tous les imprévus, le trio a souffert d'un manque de cohésion, en la circonstance bien compréhensible. Espérons donc voir dans les jours prochains le dialogue se faire plus harmonieux, cette assurance, cette maîtrise, cette fidélité exemplaire.

PAUL-ETIENNE RAZOU.

World, de Shirley Clarke. Bien qu'ayant coté professionnellement les plus grands des deux dernières décennies, Waldron est un musicien sans origine stylistique déterminée, qui n'a encore engendré, apparemment, aucun courant. Etabli en Europe, il a désormais l'occasion de travailler avec des musiciens de tous bords, et montre, grâce à son don d'adaptation aux diverses traditions, une grande adresse à créer puis à détruire plusieurs ambiances.

Bien qu'un blues solide encadre sa musique, il manifeste une attirance claire pour un certain décalage, très en vogue dans la musique improvisée, principalement européenne. Parfois calme, parfois hétéroclite, l'agitation la dissonance, le jeu du pianiste est très attachant. Sa simplicité, sa simplicité, lui valent d'ailleurs à travers le monde un public d'une fidélité exemplaire.

PAUL-ETIENNE RAZOU.

* Discographie : « solo » Futura GEB 20 : One and Two, Prestige 24062, distr. Musicdisco.

Trois débats organisés à la suite de la projection du film de Sidney Sokolow, « Sadrach ou le droit à la parole », auront lieu en présence de

réalisateur, le mercredi 15, vendredi 17 et le mardi 21 février, au cinéma La Cité.



Image of a person, likely related to the article about Hervé Bourde and Mal Waldron.

SAMEDI 11 février
20 h. 30, 4 litres 12 en concert 22 h., « Le Psychopompe », de Guiné Azerthiope.

23 h., Bol mosqué popu, ambiance, bouffe, pinard.

LA PÉNICHE
qui de Volney (au lieu de la rue Perceval) Métro : Courcy ou Louvre Métro : Réservation : 205-40-39.

Rock

Bon baiser de Bob Welch

Aux Etats-Unis, un groupe domine depuis un an avec prestige les ventes de 33 tours. Si bien que toute personne ayant participé de près ou de loin à son évolution peut, par le jeu des associations, prétendre à un franc succès. Le groupe a pour nom Fleetwood Mac. Bob Welch l'a fréquenté.

La carrière de cet Anglais est une suite d'expériences diverses et humbles, souvent peu voyantes, pas toujours inutiles. Avec un groupe de rhythm'n blues composé de Noirs, il a sillonné, au gré des contrats, les provinces françaises, lorsque l'enthousiasme de l'apprentissage compensait des cachets minimes. Il a aussi participé à une formation de jazz sous le soleil de Saint-Tropez, plus au hasard des rencontres qu'en vertu d'une réelle attirance pour ce style de musique.

Puis ce fut l'entrée, comme guitariste-compositeur, au sein de Fleetwood Mac. Le groupe, qui a connu ses heures de gloire, est à l'époque en pleine mutation. Quelques anciens laissent la place à des nouveaux. Bob Welch acquiesce, du coup, une responsabilité nouvelle. Il ne s'agit plus d'interpréter dans l'ombre les morceaux des autres ou de s'essayer à des aventures sans conséquence mais bien de composer pour un groupe qui jouit de l'attention du grand public, il lui faut faire preuve de rigueur dans son inspiration.

opter pour une ligne de conduite ferme et préméditée. Grâce à Fleetwood Mac, Bob Welch passe ainsi du statut d'amatour à celui de professionnel. Son jeu de guitare, sa création, s'étoilent, gagnent de la personnalité. Mais les circonstances, le goût du renouvellement, l'incitent à quitter le groupe à la veille de sa gloire pour former un trio de « hard-rock » à Paris. Dans cet univers complètement étranger, l'échec commercial l'attend.

De ces diverses entreprises, Bob Welch a tiré un bénéfice grâce à ses facultés d'adaptation. Il enregistre aujourd'hui un disque sous son propre nom, dont il exerce pratiquement chaque partie instrumentale. La musique est mélodiquement riche et fouillée, dans la tradition des meilleures réalisations américaines.

Ces mélodies ont un parfum, fugace, des harmonies subtiles, ce charme universel qui fait les chansons les plus « dociles », celles qui se prêtent à toutes les humeurs, nostalgiques ou gaies, sans nous pénétrer profondément : juste des chansons comme ça pour le plaisir. Il faut se laisser bercer par les images un peu superficielles, tellement « chics » — balais à la française — de ce compositeur populaire anglais.

ALAIN WAIS.

* Discographie : Bob Welch, French Kiss, Sonopresse 38 0633333.

SPORTS

AUTOMOBILISME

La prochaine Ligier de formule 1 : formes nouvelles, nouveau moteur

De notre envoyé spécial

Vichy. — Un squelette de châssis posé à même le sol, quelques radiateurs déjà positionnés, un tabouret à la place du siège-baquet du pilote, telle se présente, pour l'heure, à Vichy, la nouvelle Ligier de formule 1. La maquette de la voiture, réduite au cinquième, est en soufflerie à Paris et, si le secret est encore sous ses formes, il tombe sous l'œil qu'elle aura une ligne tellement originale qu'on pourra parler de « jansu vu ». En formule 1, où chaque copie soulevée le volant, ou à tout le moins s'en inspire, l'inséparable est déjà une référence.

C'est donc dans le dessin de sa coque que la Ligier se distinguera de la concurrence. La voiture a été conçue pour offrir la meilleure adhérence possible, d'où une « carrosserie » très enveloppante, avec, en plus, un allongement arrière presque intégré et des roues protégées par des éléments aérodynamiques. Si les essais en soufflerie confirment l'efficacité de l'étude aérodynamique, la construction de la voiture sera rapidement entreprise et Guy Ligier compte qu'elle fera ses débuts en compétition au mois de juillet pour le Grand Prix de France.

Dans cette perspective de rapide mise en service de sa nouvelle voiture (JS 9), Guy Ligier a cependant un important problème à résoudre : celui du moteur. Depuis sa dernière entrevue, jeudi 9 février, avec M. Jean-Luc Lagardère, P.-D.G. de Matra, il a acquis la certitude que Matra cessera ses fabrications de moteurs en 1978. Il a donc pris des contacts pour acheter six moteurs Ford-Cosworth, et si la JS 9 est prête, comme il le souhaite, pour le mois de juillet, il ne fait guère de doute dans son esprit que l'équipe Ligier, qui a commencé la saison avec des moteurs Matra, la terminera avec des Cosworth.

« J'en veux pour preuve, dit-il, qu'à Rio-de-Janeiro notre pilote, Jacques Laffite, a été contraint de prendre le départ avec des pneus ayant déjà servi à une autre écurie. » Faut-il que Goodyear ait fait l'effort nécessaire pour nous donner satisfaction, précise Ligier, Laffite a dû se contenter des pneus d'essai de la Copersucar de Fittipaldi. J'ai bien reçu des assurances pour l'avenir, mais il faudra attendre l'Afrique du Sud pour vérifier le bien-fondé de ces promesses.

Même si la venue de Michelin en formule 1 et sa réussite rapide ont provoqué de la agitation chez Goodyear, au point de remettre en cause, au Brésil, certains accords conclus antérieurement, il ne fait aucun doute que la Ligier, si elle était en permanence mal ou sous-équipée en pneumatiques, n'aurait plus aucun rôle à jouer dans les grands prix du championnat du monde eu égard à l'importance primordiale des pneus dans la réussite d'une course.

C'est un Guy Ligier peu optimiste qui se penche sur ces problèmes. Il s'y ajoute la nécessité de trouver, une ou plusieurs activités extérieures à la compétition pour assurer la rentabilité de l'usine d'Abrest, dans la périphérie de Vichy, et de maintenir l'emploi dans la mesure du possible. La décision a été prise de construire des cabines de tracteurs agricoles (la chaîne française en compte pour le moment de 20 unités par jour) et le projet de produire des véhicules utilitaires « tous chemins » (à mécanique Fiat) est très avancé.

FRANÇOIS JANIN.

FOOTBALL

LES DIFFICULTÉS DU RED STAR

La sixième chambre civile du tribunal de grande instance de Compiègne (Seine-Saint-Denis) a décidé, jeudi 16 février, et a maintenu sa décision de liquidation des biens du Red Star Football Club de Saint-Ouen pour cessation de paiement. Si elle confirme son premier jugement en date du 20 octobre 1977, les sections professionnelles et amateurs du club cesseraient immédiatement leurs activités.

G. A.

Jules Romain

Le monde de Jules Romain, c'est un monde où la vie est une lutte constante, où la mort est une victoire. Dans ses romans, il nous fait découvrir un monde où la vie est une lutte constante, où la mort est une victoire. Dans ses romans, il nous fait découvrir un monde où la vie est une lutte constante, où la mort est une victoire.

Exposition

Le monde de Jules Romain, c'est un monde où la vie est une lutte constante, où la mort est une victoire. Dans ses romans, il nous fait découvrir un monde où la vie est une lutte constante, où la mort est une victoire.

Le monde de Jules Romain

Le monde de Jules Romain, c'est un monde où la vie est une lutte constante, où la mort est une victoire. Dans ses romans, il nous fait découvrir un monde où la vie est une lutte constante, où la mort est une victoire.

Chaque jour

Le monde de Jules Romain, c'est un monde où la vie est une lutte constante, où la mort est une victoire. Dans ses romans, il nous fait découvrir un monde où la vie est une lutte constante, où la mort est une victoire.

baïser de Bob Wells

Jules Romains à la Bibliothèque nationale

(Suite de la première page.)

Au tour de Mlle Angremy, commissaire de l'exposition, Mme Maurel, Mme Mlle Noëlle Guilbert, Mme Jacqueline Mallet-Sanson se sont partagé tâches et ont concouru à rétablir une profonde de toutes ces branches, issues d'un tronc commun : l'humanisme.

A en croire un poème postérieur, Jules Romains avait su une illumination soudaine en remontant la rue d'Ansterdam un soir d'octobre 1903. La théorie, la rue en eux-mêmes, chacun un tout réel, vivant, ont d'une existence globale et de l'humanité unanime. « Écrira-t-il, aux ans plus tard. Première application de ce postulat : le *Bourg éternel*. Une lettre inédite de 1907 résume ses intentions, détaille son programme et ajoute, ce qui donne une idée de toutes les réalisations : « Comme moyen d'expression : la poésie, le roman, peut-être le théâtre. »

vergne, et on nous montre même la photo de la maison forestière du Meygal : ce n'était donc pas une blague. Unanimes, violemment revendicatifs, les récits du *Vin blanc de La Villette*.

Il était temps de passer à d'autres exercices. Les événements s'en chargent. En pleine guerre, en 1916, il publie *Europe*, qui témoigne, dira André Breton, « d'une réelle indépendance d'esprit ». Début d'un engagement à fond dans une croisade pacifiste, jusqu'à la guerre suivante, qu'elle n'évitera pas.

Le professeur de philosophie, ancien normalien, n'oublie pas qu'il est aussi licencié des sciences. En 1918, il se livre (ses fiches d'expériences en font foi) à des recherches sur la vision extra-rétinienne et le sens parolique. Leurs résultats paraîtront sous son vrai nom de Louis Farigoule. Et ce n'est pas un canular.

Tandis que s'ouvre l'ère du drame-turpe triomphant, il fait, parallèlement, une première incursion dans le roman, avec la trilogie *Psyché*. Le premier volume, *Lucienne*, manque, en 1922, le Goncourt d'une voix. En compensation, elle lui vaut les éloges nuancés de Paul Morand, Roger Martin du Gard, Marcel Proust. Une lettre de Jules Supervielle félicite l'auteur du *Dieu des corps*, le second volume : « Loin de saït le regard, votre roman le nous voit et l'exalte ». Le troisième volet, *Quand le navire...*, a fasciné François Porché par l'ap-

partion immatérielle de l'héroïne à son mari.

Le théâtre, toutefois, de 1920 à 1930, tient le devant de la scène. Il permet aux organisateurs de l'exposition d'éblouir le visiteur : une quinzaine de pièces défilent sous ses yeux. On d'arrêtera aux plus significatives, et d'abord à *Cromeyre-le-Vall*, monté par Jacques Copeau — et amorcé d'une amitié durable entre les deux hommes, puis qu'elle amena Jules Romains à diriger l'école du Vieux-Colombier. C'est une tragédie villageoise et « unanime », comme l'écrit à Louisa Lara son auteur, qui n'a jamais oublié que les Farigoules sortaient de Saint-Julien-Chapteuil. Elle « se passe dans de hautes vallées des Cévennes, c'est-à-dire dans un milieu après et primitif ». Pur chef-d'œuvre, à notre avis, peut-être le chef-d'œuvre de Jules Romains, *Cromeyre* fut un tour.

Joué, pour Jules Romains, récoltera les lauriers. Avec *M. le Troubadour* assis par la débauche, puis avec *Knock ou le triomphe de la médecine*. La création et la carrière de cette œuvre est évoquée par une documentation d'une richesse folle, à laquelle il faut joindre la maquette du premier acte (la route qui conduit à Saint-Maurice) construite sur les plans originaux de Jouvet par Michel Brunet, responsable, au demeurant, de la présentation et de la décoration d'un ensemble comportant huit cent cinquante numéros.

Une quinzaine de pièces... Il faut en déduire encore *Volpone*, d'après Ben Jonson, écrit en collaboration avec Stefan Zweig. Charles Dullin la mit en scène et incarne le personnage principal.

Car tous les membres du « cartel » ont tour à tour travaillé pour et avec Jules Romains.

Reste le cinéma. Il s'y était intéressé de bonne heure. Blaise Cendrars, par exemple, lui avait demandé un scénario par une lettre de 1918, et il en bâtit un sur *Donogoo-Tenké*. Un autre, *l'Image*, a été réalisé par Jacques Feyder. Et il fit celui de *Knock*, bien sûr. *Volpone* a eu moins de chance. Tourné par Jacques de Baroncelli, il est demeuré inachevé, faute d'argent. Il en reste au moins ici deux photos.

Rideau. C'est au roman maintenant que Jules Romains va demander de faire une immense « synthèse unanime ». Immense par ses dimensions : les *Hommes de bonne volonté* emplissent vingt-sept tomes de leur foule grouillante. Unanimes dans sa réalisation, témoins le plan de travail, étalé sur une double feuille grand format, distribue protagonistes et thèmes par groupes — on pourrait dire par constellations — de buttes s'embrassant les uns dans les autres. L'exécution est préparée par des dossiers scrupuleusement constitués. Si les *Hommes de bonne volonté* sont en effet une œuvre d'immense envergure, ils ne prétendent pas moins reconstruire une vision historique fidèle. On verra quelques-uns des « modèles » choisis dans toutes les couches de la société : hommes politiques et hommes d'Eglise, chefs militaires, écrivains (Paul Valéry, par exemple), artistes (Ortega, c'est un peu Picasso).

Ce qui a permis d'exposer deux tomes de ce dernier, *Portrait de jeune fille et Nature morte au violon* et au verso de Bass, tous deux de 1914, quand l'écrivain et le peintre se rencontrèrent (prêt du Centre Pompidou), ainsi qu'un des meilleurs Matisses, *la Fenêtre ouverte* (donation George Besson, datant de 1919, début d'une amitié...).

Françoise, c'est Lise, son grand amour.

Et pour Quinette, Jules Romains s'est souvenu de Landru, qu'il avait bien connu. N'était-il pas son garagiste ? L'auteur avait conservé de lui une lettre concernant une jante de mauvaise qualité, rédigée, et calligraphiée, avec la même conscience « professionnelle » que le sire de Gambais mettait à escamoter ses fiancées.

TEP

J.-P. SARTRE
NEKRASSOV
Mise en scène Georges WERLER
7 février - 25 mars

petit TEP

M. VINAVER
THEATRE DE CHAMBRE
Mise en scène Jacques LASSALLE
14 février - 18 mars

17, rue Malte-Brun, Paris 20^e, métro Gambetta
Tél. : 636.79.09.

MARIGNAN vs ST-GERMAIN STUDIO vs GAUMONT RIVE GAUCHE vs IMPERIAL PATHE vs LES NATIONS vs GAUMONT CONVENTION vs

Cacoyannis a fait le plus beau film que l'on ait jamais vu.
Eugène IONESCO

UN FILM DE MICHAEL CACOYANNIS

IPHIGENIE

IRENE PAPAS
COSTA KAZANOS - COSTA CARLAS

TATIANA PANAMOUKOU

MUSIQUE DE MIKIS THEODORAKIS - LYRIQUE MAURICE MICHAEL CACOYANNIS DANS LA TRADITION D'EURIPIDE
UNE PRODUCTION GREEK FILM CENTRE - DISTRIBUEE PAR LES ARTISTES ASSOCIES

BALZAC-ÉLYSÉES - PARAMOUNT-MARIVAUX

"Commence dans la cocasserie insolite. Se développe en comédie italienne pour se terminer dans la folie à la lonesco"

MICHEL GRISOLIA - N-OBSERVATEUR

on peut le dire sans se fâcher!

POUR VOUS FAIRE PARTIR, VOUS ENVOYER UN POSTALCARTE POUR LE CINEMA

Expositions
Sucré, sacré

Le Musée des arts décoratifs est rempli de sculptures et d'architectures gourmandes, montées avant d'être mangées. Derrière les vitrines s'étalent les mythologies de la douceur telle qu'elle s'est exprimée à travers les traditions populaires et les chefs-d'œuvre d'inspiration de nos chefs de cuisine. On entre au palais de dame mine, les yeux plus gros que le ventre. O, merveilles ! On y va avec un regard d'enfant prêt à se laisser éblouir par de naïves prouesses d'art-faisance. Mais soudain, au premier détour, on tombe sur ce qu'on n'était pas venu chercher. Derrière le sucre on trouve le sacré. La mort rôde, parsemée de couleurs comme pour la fête. De motifs fantasmes, passent sous ces parures en pastillage sucre glacé ou royal, colorées de feu. Ici la mort se mange. A Mexico, tous les ans au dixième mois de l'année, les pâtisseries fabriquent dans la joie leurs *cavalleros*, crânes en sucre décorés de papier d'argent, chapeautés de sombres ou de mitres. On dispose sur les tombes de petits squelettes, des simulacres de fruits et de tortilles, pour fêter avec la mort.

En Sicile, où le sucre a été introduit au treizième siècle (« par le jui Lévi », dit l'historien), à Pâques, dans les pâtisseries de Taormina, on fait place à la confiserie sacrée dont on place de grandes tables défilantes de formes baroques et de couleurs flamboyantes. A Bali les femmes passent des journées à préparer les offrandes sucrées, colorées de rose, qu'elles vont porter au temple pour apaiser les démons et les esprits.

En France, enfin, le carnaval comestible montre un goût plus classique, qui illustre le triomphe gourmand de la bourgeoisie du dix-neuvième siècle. De l'art populaire naïf et maladroit, à l'art bourgeois savant et habile, il y a un monde, pavé de « chefs-d'œuvre ».

Nos pâtisseries sont des arts du sucre filé, de l'angélisme et du berlingot. Ils imitent tout à la perfection : plumage d'un volatile, peau écaillée d'un fruit trop mûr gonflé de soleil, pétales d'une rose, porphyre.

En guise d'invention, l'imitation est ici érudite d'habileté. De ce jour, l'art des pâtisseries a accompagné l'art du court. Une série de tableaux à la crème « pain » au cornet, en fait l'histoire des *Boisseries*, de *Croissants*, les *Demotelles d'Adriano*, de *Dewasse* et le dripping « au chocolat noir et blanc de Pollock, l'absorption de Dewasse et la signature linéaire de Témoin... Une peinture, le regard ne l'use pas. Mais ici, les chefs-d'œuvre, en principe, se mangent.

Qui oserait énumérer la cathédrale d'Amiens ? Il est comestible, ce grand œuvre d'architecture gothique en pastillage et en sucre royal. Robert Lahm, chez lui, le cœur des yeux. Ce quinquagénnaire a mis quatre ans à transformer 80 kilos de sucre en une hallucinante reproduction au 1/80^e du monument. La légende lui prête une exigence maniaque de la précision. Il en a relevé lui-même les cornes pour reconstruire en architecture, et en sculpture (et en documents), les crânes d'ogives, les volutes et les arcs-boutants, les rosaces, les gargouilles et les chéneaux.

L'art contemporain réconcilie aussi sa période gaudiche : paysage comestible, de Dorothée Selz, décor au cornet de couleurs vives, qui fait le pont entre l'art pâtissier mexicain et sicilien ; offrandes de Lindner, Dieter Rot, Hains, Spoerri, César et bien d'autres : ceux que l'art d'avant-garde finissent bien par se manger.

JACQUES MICHEL.

★ Le Sucre d'art au Musée des arts décoratifs, 106, rue de Rivoli.

le film le plus bourrifiant depuis
Jerson Wells

MICHEL PEREZ (LE MATIN)

UN FILM DE JOHN BOORMAN
EXORCISTE II
L'HERETIQUE

Distribué par Warner Columbia Film
Nécessite au moins 16 ans

Chaque jour, à la sortie du lycée, elle va chercher son "amant de poche".

Lundi 16 h 30
elle l'aime
un peu

Mardi 16 h 30
beaucoup

Jeudi 16 h 30
passionnément

Vendredi 16 h 30
à la folie

c'est son "amant de poche".

سكنا من الامم

Monde économie-régions

En Provence-Côte d'Azur

Ne tirez pas sur le facteur... il est grippé

Premier scandale : le facteur à la grippe. Franchement, est-ce raisonnable qu'un préposé des P.T.T. se laisse aller, dans le Midi, à attraper la grippe ? Et cela, sous prétexte qu'il a tourné tout le matin sous un déluge typiquement méditerranéen. Quel qu'il en soit, ce préposé d'un bureau de Toulon restant volontairement couché avec sa fièvre, des mesures ont été prises aussitôt : on a supprimé sa tournée.

Au troisième jour, des « clients » patients sont allés s'enquérir. Réponse : impossible de le remplacer. Pas de crédits pour un remplaçant. Pas de crédits non plus pour les heures supplémentaires de ses collègues qui se proposaient pour le remplacer.

Cela n'arrive qu'à moi, a gémi une « cliente » qui attend de l'argent.

Non, madame. Une autre tournée dans un autre centre est privée de titulaire depuis quatre jours.

Cela n'arrive qu'à notre centre.

Non, madame, dans le Var seulement, au cours d'un seul mois, nous avons connu : trois jours sans préposé à Draguignan-Alcaud et Draguignan-centre ; trois jours sans tournée à Saint-Maxime-Bleau-de-la-Tour ; six jours sans tournée à Saint-Tropez-ouest ; un festival à Hyères avec, dans la même journée, six tournées litières, neuf tournées paquets supprimées, les express et les télégrammes distribués une fois par jour, tandis que mille pla attendaient à Antibes, un préposé a renoncé de lui-même à ses vacances et à Saint-Tropez on venait des alentours prendre soi-même son courrier à la poste.

Alors, je vais être obligé de venir chercher mon courrier moi-même ?

Non, madame. Car, n'ayant pas de crédits, nous n'avons pas de personnel pour ouvrir ces sacs et pour effectuer le tri.

JEAN RAMBAUD.

● Saint-Tropez : B.B. contre l'urbanisme. — Brigitte Bardot menace de quitter Saint-Tropez avec un certain nombre de ses amis si le projet d'urbanisme de la commune n'est pas arrêté. Elle a adressé récemment au maire de la ville, la vedette fait art de sa vive opposition à l'aménagement de la zone de 10 hectares située à l'entrée de la ville qui prévoit la construction de six cents logements et de bâtiments abritant des services publics. Ce projet que Brigitte Bardot qualifie de « honteux » avait été « allégé » par l'architecte après avoir été refusé une première fois par la municipalité tropézienne.

L'ORGANISATION DE LA VIE LOCALE A PARIS

Fiszbin (P.C.) dénonce les « violations » du statut de la capitale

M. Henri Fiszbin, député (P.C.), conseiller de Paris, a indiqué, mardi 7 février, au cours d'une conférence de presse, que le groupe communiste du Conseil de Paris a introduit, devant le tribunal administratif, un recours en excès de pouvoir contre la note de M. Jacques Hénocq, directeur de la vie locale dans les arrondissements, publiée au Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris le 14 janvier. M. Daniel Benassy, conseiller de Paris (P.C.), avait récemment évoqué cette question dans le Monde du 7 février : Officier municipal ou commissaire politique ?

A l'appui de cette démarche, Fiszbin a notamment précisé : Pour la première fois dans la vie des communes une délégation d'autorité et de pouvoir est attribuée non pas à des élus responsables de leur action devant les citoyens, mais à des personnes « solides, rémunérées, révocables, le seul maître de Paris, dépendant entièrement de lui, échappant à tout contrôle des électeurs, ne des mesures, les décisions prises en son nom sont au rang principe politique. On veut enlever à l'opposition toute possibilité d'intervenir pour faire valoir l'intérêt de la population des arrondissements qui les choisit. Quant aux amis politiques du maître ils n'ont plus qu'à se remettre et à avaliser les décisions prises en leur lieu et place par des personnes étrangères aux termes de la loi du 31 décembre 1975 qui avait limité ses responsabilités aux fonctions administratives d'état civil. Toilettier municipal déguisé en fonctionnaire d'un véritable état d'arrondissement.

Le seul énoncé des responsabilités qui lui sont dévolues démontre à quel point il pourra, au détriment de toute autre instance, sur un pouvoir exorbitant sur les problèmes essentiels de la vie : chaque arrondissement : mission d'information auprès du maire, distribution de secours et de prestations ; autorisations d'occupations des salles des mairies ; mairies et notation du secrétaire général de mairie ; présidence de commissions ; commissions de mairies ; etc. mais n'est apparue avec autant de clarté la véritable peur panique d'une véritable démission d'une toute démocratie locale corrompue et contrainte soit-elle. Faut-il le leur politique soit néfaste sur que M. Jacques Hénocq et ses amis giscardiens de la majorité en viennent à violer leur loi, un statut antidémocratique qu'ils ont instauré à Paris ?

L'ancien candidat à la mairie à la capitale a également indiqué que, en cas de victoire de la gauche, le P.C. n'envisage pas de mettre en cause le résultat des élections municipales de mars 1977 en modifiant le statut de la

Ville. Toutefois, les députés communistes déposent une proposition de loi permettant de « démocratiser immédiatement les actualités communales d'arrondissement ».

La zone dépressionnaire de Méditerranée et du nord des Alpes se déplacera vers le nord-est, et les perturbations neigeuses associées s'atténueront lentement sur le sud, puis l'est du pays. Cependant, une nouvelle perturbation, actuellement à l'ouest de l'Espagne se déplacera vers le sud-est et apportera une nouvelle aggravation sur l'ouest, puis le sud-ouest du pays.

Dimanche matin, les nuages seront encore assez abondants sur la plupart de nos régions à l'exception de quelques éclaircies près du golfe du Lion. Quelques chutes de neige se produiront encore de la Manche orientale et de la Plaine du Nord-Est et au Centre-Est, tandis que le temps sera plus variable sur la Côte d'Azur et la Corse avec quelques ondées orageuses. Sur le reste de la France, le temps sera brumeux, mais la nouvelle perturbation apportera des chutes de pluie (faibles dans l'intérieur) sur l'Ouest, dans la journée, ces chutes de pluie et de verges gagneront jusqu'à l'ouest de la Normandie, l'ouest et sud-ouest du Massif Central et le Bassin aquitain avec un adoucissement surtout près des côtes. Par contre, des chutes de neige du nord et du nord-est s'atténueront lentement. Les vents se renforceront relativement près de l'Atlantique et s'orienteront temporairement au sud-est. Ailleurs, les vents de nord faibliront, sauf de la Provence à la Corse. A part l'adoucissement relatif prévu dans l'Ouest, les températures varieront peu.

MONTEFIBRE : un ballon d'oxygène.

(De notre correspondant.)

Spinal. Un moratoire de deux ans vient d'être accordé à Montefibre-France à la suite d'un accord signé, le jeudi 9 février à Paris entre le ministère des finances et la société Montefibre, principal actionnaire de Montefibre. Ce moratoire prévoit un gel durant deux ans des dettes de Montefibre qui s'élèvent à quelque 110 millions de francs. D'autre part, 15 millions sur les 55 millions restant à apporter pour faire face à l'augmentation de capital viennent d'être débouqués. Cette somme servira à assurer la paie du personnel et le fonctionnement de l'usine vosgienne jusqu'au 15 avril, le redémarrage de la première colonne de polymérisation devant intervenir le 13 février.

L'intersyndicale C.F.D.T.-C.G.T.-C.G.C. de Montefibre n'est pas moins inquiète. Elle redoute que le moratoire ne serve les intérêts à court terme de Montefibre.

Y. C.

Elections professionnelles

RECUL DE LA C.G.T. A LA S.N.C.F.

La diminution de l'audience de la C.G.T. observée chez Renault et dans d'autres entreprises, semble se confirmer, avec les résultats des élections professionnelles à la S.N.C.F. aux comités d'entreprise.

La C.G.T. recule nettement chez les ouvriers et très légèrement dans la maîtrise et chez les cadres. La C.F.D.T. au contraire, progresse dans tous les collèges. C'est aussi le cas, plus modestement, de F.O. et de la C.F.T.C. parmi les ouvriers et des cadres autonomes (C.A.).

Par rapport aux suffrages exprimés, voici les résultats :

Collège ouvrier : C.G.T. 60,38 % (contre 64,81 % en 1975) ; C.F.D.T. 23,14 % (20,79 %) ; F.O. 8,14 % (8,82 %) ; C.F.T.C. 4,15 % (4,27 %) ; F.G.A.O. 2,98 % (2,91 %).

Collège maîtrise : C.G.T. 38,61 % (39,01 %) ; F.M.C. 30,94 % (30,42 %) ; C.F.D.T. 20,28 % (19,25 %) ; F.O. 4,92 % (6,20 %) ; C.F.T.C. 3,81 % (3,83 %) ; C.G.C. 1,38 % (1,29 %).

Collège cadres : F.M.C. 56,08 % (57,22 %) ; C.F.D.T. 13,09 % (11,32 %) ; C.G.T. 12,75 % (11,94 %) ; C.G.C. 7,55 % (8,08 %) ; C.F.T.C. 8,73 % (8,13 %) ; F.O. 3,8 % (4,29 %).

Des usines « vivables »

Le résultat encourageant du premier concours organisé en France

Faute de pouvoir construire les villes à la campagne, du moins peut-on y installer des usines. Mais changer le lieu d'implantation suffit-il à rendre l'usine accueillante et « vivable » ? Le double concours que vient d'organiser pour la première fois l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) à partir d'une suggestion avancée dans ses colonnes (voir l'article de J.-P. Dumont dans le Monde du 8 juin 1976) tend à prouver qu'il est possible de faire plus et mieux pour améliorer le cadre de la vie industrielle.

La preuve, à vrai dire, n'a été qu'à moitié faite. Le premier concours portait sur des projets d'amélioration d'usines de construction récente. Les candidats ont été peu nombreux (six). Les contraintes mises par les organisateurs — accord du comité d'entreprise, avis de l'inspection du travail, etc. — ont certainement renforcé les réticences des regards critiques d'ergonomes, de sociologues et d'anciens syndicalistes les projets d'amélioration de leur usine. Le jury, tout aussi réticent, s'est finalement refusé à décerner un prix et s'est contenté — simple subtilité de langage ? — de décerner une mention spéciale à l'un des six concurrents : l'usine des Pompes Guinard (groupe Leroy-Sommer), de Neuilly-Saint-Sépulchre (Indre).

Le deuxième concours — de conception industrielle — n'a lui, pas été boudé : vingt-sept projets ont été soumis au jury présidé par M. Gabriel Vencio, président du Conseil économique et social, et les sept prix d'un montant total de 400 000 F ont été attribués (1). Des contraintes étaient pourtant imposées aux concurrents : ils devaient proposer une conception globale de bâtiments industriels, du poste de travail à l'aménagement d'ensemble pour une usine de cent à mille salariés, en prenant comme référence une entreprise déjà existante ; en outre, le coût de réalisation du projet ne devait pas dépasser de plus de 20 % (à francs constants) celui de l'usine de référence.

Les équipes qui ont concouru ont réuni, souvent autour de jeunes architectes, des agronomes, des sociologues, des ingénieurs ; un des projets primés est même pour une grande partie l'œuvre d'une équipe de salariés d'usine. Ce qui a prévalu le plus souvent dans la conception de ces entreprises « idéales », c'est non seulement l'esthétique architecturale permettant aux bâtiments industriels de s'intégrer harmonieusement dans le paysage urbain ou rural, mais surtout l'organisation de l'espace « utile » : petits ateliers favorisant le travail en équipe, rapprochement des secteurs de production et des bureaux, salles de repos ou vestiaires disposés de façon à permettre la rencontre entre des salariés ayant des activités différentes, etc. Par des jeux de volumes, des cloisonnements partiels, les projets primés tendent à prouver qu'il est possible pour un travailleur d'avoir un coin bien à lui.

La réalisation de ces projets coûterait plus cher que la construction d'une usine traditionnelle, c'est vrai. Mais cette dépense supplémentaire ne serait-elle pas vite amortie grâce à une réduction du nombre des accidents du travail — les problèmes de sécurité ont été minutieusement étudiés dans ces projets — grâce certainement aussi à une diminution de l'absentéisme et à une amélioration de la productivité ? Pour que la preuve soit faite il faudrait que les pouvoirs publics, après avoir encouragé la conception d'usines nouvelles, incitent les entreprises, par quelque mesure fiscale ou d'aide à l'investissement, à passer à la réalisation. — J.-M. D.

L'affaire du comité des foyers Sonacotra

La demande d'enquête de M. Stolérus suscite de vives réactions

La lettre adressée par M. Lionel Stolérus, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, à M. Charles Pinet-Foulquié, ministre de l'intérieur, lui demandant une enquête sur le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève (le Monde du 9 février), provoque de vives réactions dans les milieux immigrés.

De son côté, le GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés) (1) a demandé de voir le secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés porter contre le comité de coordination des résidents de la Sonacotra des accusations graves et sans fondement.

Le comité de coordination publique un communiqué protestant contre ce procédé. Rappelant la série d'agressions dont furent victimes, depuis octobre dernier, des résidents de la Sonacotra, le communiqué conclut : « Qui est victime de violences ? Les menaces individuelles, les avertissements, les agressions, les piétinements, les fusillades et les meurtres, jusqu'ici, n'ont frappé que les résidents. »

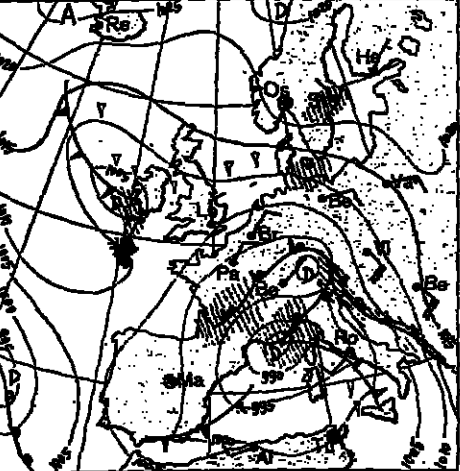
D'autre part, le FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) (2) dénonce « la multiplication des réjouissements » et « la répression de plus en plus forte menée par le gouvernement » à l'encontre des travailleurs étrangers.

(1) GISTI, 15, rue Gay-Lussac, Paris-6.
(2) FASTI, 4, square Vitruve, Paris-20e.

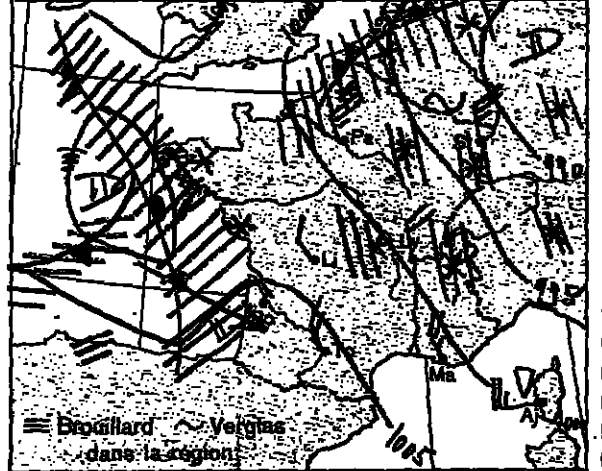
INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 FÉV. 1978. A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 12 FÉV. DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
— Zone de pluie ou neige. ▽ averse. ⚡ orage. ➡ Sens de la marche des fronts.
— Front chaud. — Front froid. — Front occlus.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 11 février à 6 heures et le dimanche 12 février à 24 heures.

La zone dépressionnaire de Méditerranée et du nord des Alpes se déplacera vers le nord-est, et les perturbations neigeuses associées s'atténueront lentement sur le sud, puis l'est du pays. Cependant, une nouvelle perturbation, actuellement à l'ouest de l'Espagne se déplacera vers le sud-est et apportera une nouvelle aggravation sur l'ouest, puis le sud-ouest du pays.

Dimanche matin, les nuages seront encore assez abondants sur la plupart de nos régions à l'exception de quelques éclaircies près du golfe du Lion. Quelques chutes de neige se produiront encore de la Manche orientale et de la Plaine du Nord-Est et au Centre-Est, tandis que le temps sera plus variable sur la Côte d'Azur et la Corse avec quelques ondées orageuses. Sur le reste de la France, le temps sera brumeux, mais la nouvelle perturbation apportera des chutes de pluie (faibles dans l'intérieur) sur l'Ouest, dans la journée, ces chutes de pluie et de verges gagneront jusqu'à l'ouest de la Normandie, l'ouest et sud-ouest du Massif Central et le Bassin aquitain avec un adoucissement surtout près des côtes. Par contre, des chutes de neige du nord et du nord-est s'atténueront lentement. Les vents se renforceront relativement près de l'Atlantique et s'orienteront temporairement au sud-est. Ailleurs, les vents de nord faibliront, sauf de la Provence à la Corse. A part l'adoucissement relatif prévu dans l'Ouest, les températures varieront peu.

Samedi 11 février, à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Le Bourget de 998,8 millibars, soit 749 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 février ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11) : Ajaccio, 18 et 9 degrés ; Biarritz, 9 et 1 ; Bordeaux, 8 et -3 ; Brive, 1 et -1 ; Caen, 0 et -3 ; Cherbourg, -1 et -2 ; Clermont-Ferrand, -2 et -3 ; Dijon, -1 et -3 ; Grenoble, 3 et -1 ; Lille, -3 et -6 ; Lyon, -1 et -3 ; Marseille, 8 et 3 ; Nancy, 0 et -5 ; Nantes, -1 et -3 ; Nice, 7 et 8 ; Paris-Le Bourget, -1 et -4 ; Pau, 2 et -1 ; Perpignan, 5 et 3 ; Rennes, 0 et -1 ; Strasbourg, -1 et -4 ; Toulouse, -1 et -3 ; Toulouse, 2 et -1 ; Poitiers-Pitre, 25 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 8 degrés ; Alhambra, 14 et 10 ; Berlin, -3 et -8 ; Bonn, -1 et -2 ; Bruxelles, -2 et -5 ; Casablanca, 24 et 15 ; Coppenhague, -2 et -5 ; Genève, 0 et -3 ; Lisbonne, 11 et 4 ; Londres, 0 et -5 ; Madrid, 3 et -3 ; Moscou, -3 et -10 ; New York, -5 et -8 ; Palma de Majorque, 13 et 5 ; Rome, 15 et 11 ; Stockholm, -5 et -14.

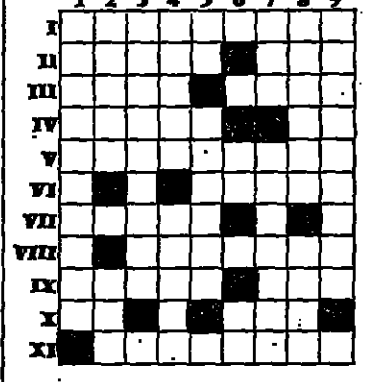
Expositions

LES SALONS FRANÇAIS EN FÉVRIER

Du 11 au 15 : Salon International de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie (INVERSUD), porte de Versailles, de 9 heures à 19 heures. Pas de nocturne. Pour les professionnels.

Du 11 au 17 : Salon International du jouet, porte de Versailles, de 9 heures à 18 h. 30. Pas de nocturne. Pour les professionnels.

PROBLEME N° 1995



HORIZONTALEMENT
I. Effet de nuit. — II. Coussin de fil blanc. Langue bien connue des marins. — III. Cours étranger. Eminence. — IV. Pals appel à des ressources maternelles. Morceau de sucre. — V. Exercice une occupation qui engage un intérêt soutenu. VII. En Syrie. — VII. Bestioles. — VIII. Se manifester avec un certain éclat. — IX. Se livre à une séparation de corps. Vieillesse. — X. Pommade. — XI. Abréviation. Marque de finesse quand il est gris. — IX. Ne tiennent donc pas debout.

VERTICALEMENT
I. Tableaux de services. — 2. Inutiles quand elles sont fra-

MOTS CROISÉS

giles. Motive une séparation. — 3. Tailleux pour hommes et dames. — 4. Chercher à obtenir de brillants résultats. D'un auxiliaire. — 5. Affaires de mœurs. Somme de modestie importante. — 6. Abréviation. S'opposent. — 7. Inscrit sur des pierres tombales. Pas fiables. — 8. Sur lesquels on a fait pression. Etat souvent capricieux. — 9. Cherchent à prendre part.

Solution du problème n° 1994

Horizontalement

I. Attention. S.M.A. — II. Egoutier. Cinéma. — III. Cid. Raïra. Un. — IV. On. Lohet. Lad. — V. Levé. — VI. Liane. Essentiel. — VII. Eli. Ezek. Crime. — VIII. Ténacité. Not. — IX. E.S.E. Lar. Mistral. — X. Selch. Seine. — XI. Christiane. — XII. Moins. Lelignan. — XIII. Régulière. Ru. — XIV. Ut. Ex. Léa. Sa. As. — XV. Sabres. Silex.

Verticalement

1. Décolleté. C.M. Us. — 2. Giratoire. Horta. — 3. Aod. Vaine. Rie. — 4. Tu. Tenta. Singer. — 5. T.T.C. Ro. Blassure. — 6. Ex. Léserait. — 7. Néron. Mercl. II. — 8. Tralalés. Hâles. — 9. IR. — 10. St. Marnet. — 11. Niet. — 12. Pireté. St. — 13. Seul. L. Riez. — 14. Manchem. An. Aras. — 15. As. Sella. Nus.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 11 février 1978 :

DES DECRETS

● Fortant créations de zones économiques au large des côtes : — du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; — du territoire de la Polynésie française ; — des Terres australes françaises ; — du territoire des îles Wallis et Futuna ; — des îles Tromelin, Glorien-

ses, Juan-de-Nova, Europa et Bassas-da-India ; — de l'île Clipperton ; — du département de la Réunion ; — de la collectivité territoriale de Mayotte ; ● Fixant pour 1978 le taux de l'intérêt à servir par les caisses d'épargne ordinaires des territoires d'outre-mer à leurs déposants et le mode de placement des fonds des caisses d'épargne ;

LA REVUE DES VALEURS

Bourse de Paris

Semaine du 6 au 10 février

Une bouffée d'oxygène

LIVRE aux tourments pré-électorales depuis le 1^{er} janvier, la Bourse de Paris a retrouvé cette semaine un climat empoisonné par la hantise de la déroute, les « gendarmes » parvenant ce jour-là non seulement à contenir l'assaut des vendeurs, mais à favoriser un début de redressement. Mardi, le mouvement de hausse s'amplifiait et les valeurs françaises progressaient en moyenne de 2,7 % ce qui ne leur était pas arrivé depuis bien longtemps. Était-ce trop d'un coup ? Autour de la corbeille, les professionnels toujours, il est vrai, sous le coup de la forte émotion causée par trois semaines de baisse sévère et à peu près ininterrompue, n'étaient guère optimistes. « La recrudescence se poursuit », affirmait beaucoup. Mais elle ne se produisait pas. Un peu essoufflé, le marché poursuivait mercredi son avance à une cadence assez rapide, ne la ralentissant vraiment que le lendemain. Finalement, la semaine devait s'achever sur une note très résistante, si bien que, d'un vendredi à l'autre, les valeurs françaises ont monté de 3,6 %, effaçant ainsi une grande partie des pertes de la semaine précédente (4 %).

Ce n'est pas si mal, mais quelle signification donner à cette hausse ? Préfigure-t-elle le début de la convalescence tant souhaitée sous les colonnes du palais Brongniart ou ne constitue-t-elle qu'un simple intermède ? Rien malin celui qui répondrait à cette question. Une seule certitude : l'appui des organismes de placement collectif a été déterminant. Surtout, il est intervenu au meilleur moment. Rien ne sert en effet de soutenir un malade à bout de bras quand son ressort est détendu. Or l'actualité est venue fort à propos prêter main-forte, si l'on peut dire, aux grands investisseurs. Les résultats de trois sondages sur les intentions de vote des Français ont été publiés presque simultanément, les deux premiers moins défavorables à la majorité que les précédents, le troisième franchement favorable au chef de l'Etat. Indiscutablement, ces sondages ont eu un effet dopant et ce, bien avant leur publication, de pareilles nouvelles filtrant toujours, plusieurs jours auparavant.

Si on y ajoute le redressement partiel du franc (voir d'autre part) on conçoit que la conjonction de ces « bonnes » nouvelles ne pouvait laisser la Bourse sans réaction. Mais combien de temps le traitement agira-t-il encore ? Les élections n'ont pas été prévues à l'avance, mais la publication d'un nouveau sondage, dont le résultat, dit-on, n'aurait pas dans le sens désiré par le marché. Le sort du franc ? Les incertitudes n'ont été aussi grandes. Les opérateurs ne se bercent guère d'illusions, les gendarmes non plus qui, comme vendredi, restent prêts à tout moment à intervenir si besoin était.

Le spectre de la gauche continue de planer au-dessus de la corbeille. La question est l'indivisionnisme de la clientèle pour les obligations étrangères qui se concentrent cette semaine sur le fonds de placement néerlandais Roranto (voir ci-contre). La Bourse reste donc déchirée entre l'espoir et la crainte, consciente que son sort risque de se jouer dans guère plus de quatre semaines.

ANDRÉ DESSOT.

de la probable prise en compte de la filiale américaine Peter Cooper, les comparaisons avec l'exercice précédent sont aléatoires.

Mines, caoutchouc, outre-mer

10 févr.	Diff.
C.M. Industries	157,50 + 0,50
Cotelec et Pocher	34 + 1
Industrie Marteau	228 + 5,40
Laboratoire Bioton	142,25 + 1,10
Nobel-Boni	39,10 + 0,30
Pierrelite-Auby	51 + 1,50
Edison-Poulenc	28,50 + 1,50
Roussel-Uclaf	179 + 4
S.A.S.F.	221 + 3,10
Rayor	221,50 + 3,10
Roche	174 + 5
Norsk Hydro	174 + 5

Métallurgie, constructions

En 1977, General Motors a réalisé un bénéfice net de 3,3 milliards de dollars contre 2,5 milliards en 1976. La chute de la valeur a atteint la somme de 54,96 milliards de dollars, contre 47,18 milliards. D'autre part, le dividende

10 févr.	Diff.
Chiers-Châtillon	11 + 0,40
Creusot-Loire	49,00 + 0,20
Denain Nord-Est	25,80 + 0,25
Marine-Ponté	34 + 0,10
Michelin	30 + 0,10
Pompey	75 inchangé
Sailler	22,30 + 0,40
Saintes	17,20 + 0,40
Valmure	61,10 + 0,50
Alpi	62,50 + 0,50
Rabot-Pyres	62,50 + 0,50
Ch. de la Vallée	75,20 + 0,50
Foschini	375 + 8
Saint-Louis	147,20 + 12,20
Peugeot-Citroën	267 + 12,50
Ferdin	351 + 13

du premier trimestre payable le 10 mars a été majoré à 1 dollar contre 85 cents. L'exercice clos le 30 septembre 1977 chez Simmonds s'est soldé par un résultat net de 4,83 millions de francs contre 5,33 millions. Le dividende global a été fixé à 18 F, inchangé.

Pétroles

Le bénéfice consolidé obtenu en 1977 par Amvex sera voisin de 60 millions de francs contre 33 millions en 1976 et la marge brute d'autofinancement s'est élevée jusqu'à 105 millions de francs.

10 févr.	Diff.
Aquitaine	312 + 12
Esso	55 + 2,90
France	47,60 + 1,10
Pétrole S.F.	47,90 + 1,10
Primagas	191,50 + 1,50
Union Corp.	62 + 5,50
Sogefra	228 + 4
Exxon	273,10 + 2,30

contre 70 millions. Le dividende global a été fixé à 21 F contre 14,25 F. Les actions Francorap sont inscrites au compartiment spécial du « hors cote » depuis le 5 février.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES		
Paris 100, 23 décembre 1972		
	3 fév.	10 fév.
Indice général	67,1	68,6
Indice des valeurs étrangères	129	131
Indice des valeurs françaises	61,3	62,7
Indice des valeurs industrielles	68,2	67,7
Indice des valeurs financières	68	68,9
Indice des valeurs de consommation	61,3	62,7
Indice des valeurs de services	68,5	69,5
Indice des valeurs de santé	62,8	64,2
Indice des valeurs de culture	70,3	71,8
Indice des valeurs de sport	70,3	70,7
Indice des valeurs de loisirs	70,3	70,7
Indice des valeurs de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8
Indice des valeurs de services culturels	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sportifs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de loisirs	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de technologie	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de communication	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de transport	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de construction	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de commerce	74,4	74,8
Indice des valeurs de services de distribution	74,4	74,8
Indice des valeurs de services financiers	74,4	74,8
Indice des valeurs de services publics	74,4	74,8
Indice des valeurs de services sociaux	74,4	74,8

